



DOMAINE ARTS, LETTRES ET SCIENCES HUMAINES

MENTION GEOGRAPHIE

PARCOURS 2 : SOCIÉTÉ ET TERRITORIALITÉ

MEMOIRE POUR L'OBTENTION DU DIPLOME DE MASTER



**« L'AGGRAVATION DU
SOUS-DEVELOPPEMENT DANS LA COMMUNE
RURALE D'INANANTONANA, DISTRICT DE
BETAFO,
REGION VAKINANKARATRA »**

**Présentée par Zo Nantenaina RAMANITRARIVO
Sous la direction de : Gabriel RABEARIMANANA, Maître de conférences**

SOUTENU LE 15 MARS 2019

UNIVERSITE D'ANTANANARIVO
DOMAINE ARTS, LETTRES ET SCIENCES HUMAINES
MENTION GEOGRAPHIE
PARCOURS 2 : SOCIETE ET TERRITORIALITE

-----ooOoo-----

MEMOIRE POUR L'OBTENTION DU DIPLOME DE MASTER

**« L'AGGRAVATION DU
SOUS -DEVELOPPEMENT DANS LA
COMMUNE RURALE D'INANANTONANA,
DISTRICT DE BETAFO,
REGION VAKINANKARATRA »**

Présentée par **Zo Nantenaina RAMANITRARIVO**

Les membres du jury :

Président : **RAZAFIMAHEFA RASOANIMANANA, Maitre de Conférences-HDR**

Rapporteur : **Gabriel RABEARIMANANA, Maître de Conférences**

Juge : **Ravoniarijaona VOLOLONIRAINY, Maitre de Conférences**

SOUTENU LE 15 MARS 2019

REMERCIEMENTS

Je voudrais présenter mes sincères remerciements à tous ceux et celles qui, d'une manière ou d'une autre, ont contribué à la réalisation de ce travail.

Tout d'abord, j'adresse ma gratitude à tous les Enseignants chercheurs et aux membres du personnel administratif et technique de la mention Géographie qui ont su nous diriger, nous aider, nous transmettre leurs savoirs.

Ainsi, je suis très reconnaissante à de nombreuses personnes :

- A notre Président de Jury, Madame RAZAFIMAHEFA RASOANIMANANA, Maître de Conférences – HDR, qui nous a fait le grand honneur de présider cette soutenance malgré ses différentes occupations.
- A notre juge, Madame Ravoniarijaona VOLOLONIRAINY, Maître de Conférence, qui, malgré ses multiples tâches a bien voulu accepter de juger ce modeste travail.
- A notre directeur de mémoire, Monsieur Gabriel RABEARIMANANA, Maître de Conférences, de l'aide et des précieux conseils qu'il a su nous prodiguer pour que nous ayons pu mener à bien la réalisation de ce mémoire.

Mes remerciements vont également à tous les membres de l'équipe de la Mairie, à toutes les personnes enquêtées lors de notre passage à Inanantonana pour le chaleureux accueil qu'ils m'ont réservé ainsi que leur collaboration lors des entretiens.

Enfin, les mots m'échappent pour traduire ma profonde gratitude à ma famille, mes proches et mes amis qui m'ont soutenu de près ou de loin durant tout le parcours de mes études.

Merci infiniment !

SOMMAIRE

SOMMAIRE.....	II
RESUME.....	III
TABLE DES ILLUSTRATIONS.....	IV
ACRONYMES.....	VI
INTRODUCTION.....	1
Première partie :_DES INDICATEURS DE SOUS – DEVELOPPEMENT PREOCCUPANTS	9
CHAPITRE I. DES INDICATEURS DEMOGRAPHIQUES ET SPATIAUX ALARMANTS.....	10
CHAPITRE II. DES INDICATEURS SOCIALES INQUIETANTS.....	19
CHAPITRE III. DES INDICATEURS ECONOMIQUES EFFRAYANTS.....	31
Deuxième partie :_ DES PERSPECTIVES DIFFICILES POUR LE DEVELOPPEMENT DE LA COMMUNE RURALE D’ INANANTONANA.....	41
CHAPITRE IV. DES INTERVENTIONS PUBLIQUES ET PRIVEES LIMITEES.....	42
CHAPITRE V. DES CONTRAINTES FINANCIERES ET ECONOMIQUES	60

RESUME

La Commune rurale d’Inanantonana située dans le district de Betafo, région du Vakinankaratra figure parmi les principales productrices agricoles (riz ; manioc ; maïs) du district de Betafo et même au sein de la région de Vakinankaratra. La commune est dotée d’un cadre physique et humain assez favorable aux activités agro- pastorales. Les paysans pratiquent la polyculture associée à l’élevage bovin, avicole et piscicole. Pourtant, depuis quelques années, la population de la commune rurale d’Inanantonana vit dans des conditions de vie précaires. Cette situation de pauvreté est caractérisée par l’aggravation du sous – développement de la commune et justifiée par des indicateurs démographiques et spatiaux alarmants, des indicateurs sociaux inquiétants et des indicateurs économiques effrayants.

Face à ce sous- développement, des interventions publiques et des organismes non gouvernementaux ont été initiés pour renverser la tendance. Mais les résultats sont limités. Les activités de projet menées sont loin d’améliorer la situation. Les perspectives de développement de la commune rurale d’ Inanantonana semblent difficiles.

MOTS CLES

Inanantonana, sous – développement, aggravation, FID, Plan Communal de Développement.

TABLE DES ILLUSTRATIONS

LISTE DES CROQUIS

Croquis n°1.	Localisation de la zone de recherche.....	3
Croquis n°2.	Répartition de la population par fokontany en 2017	16
Croquis n°3.	La faiblesse des infrastructures sociales de base de la Commune	20
Croquis n°4.	L'insignifiance des projets réalisés dans le cadre du PCD de 2002	48
Croquis n°5.	Le fokontany ayant appliqué la formation en engrais compost	50

LISTE DES TABLEAUX

Tableau n°1.	Catégories et nombres des personnes interrogées.....	8
Tableau n°2.	Mouvements migratoires dans le district de Betafo	11
Tableau n°3.	Répartition de population par sexe et par âge dans la Commune rurale d'Inanantonana 2016 - 2017.....	14
Tableau n°4.	Evolution de la production dans la Commune d' Inanantonana comparée à celle de Betafo et d' Ambohimasina	32
Tableau n°5.	Statistique concernant les vols dans la Commune	39
Tableau n°6.	Evaluation des réalisations par rapport aux objectifs	46
Tableau n°7.	Evaluation des indicateurs de suivi dans trois fokontany.....	52
Tableau n°8.	Les recettes de la Commune.....	61
Tableau n°9.	Les dépenses de la Commune.....	63

LISTE DES GRAPHES

Graphe n°1.	Répartition de la population dans le District de Betafo 2016 – 2017.....	12
Graphe n°2.	Evolution de la population d' Inanantonana comparée à celle d' Ambohimasina et Betafo	13

LISTE DES PHOTOS

PHOTO N°1.	ETAT DES INFRASTRUCTURES DU CSB II A INANANTONANA	22
PHOTO N°2.	L'EPP DANS LE FOKONTANY D' ANTANETY SUD.....	23
PHOTO N°3.	LE CEG D'INANANTONANA.....	24
PHOTO N°4.	ETAT DES INFRASTRUCTURES DE L'EPP D' INANANTONANA (WC)	25
PHOTO N°5.	TYPE DE CONSTRUCTION DANS LE FOKONTANY DE BEMASONDRO».....	29
PHOTO N°6.	DES JEUNES DU FOKONTANY D'ANTANETY SUD AU RETOUR DU « SARA KATSAHA ».....	37
PHOTO N°7.	EXEMPLE DE MAISON DE COLLECTEUR A INANANTONANA.....	38

ACRONYMES

CISCO :	Circonscription Scolaire
CEG:	Collège d'Enseignement Général
CSB II :	Centre de Santé de Base niveau II
COTONA :	La cotonnière d'Antsirabe
CTD :	Collectivités Territoriales Décentralisées
EPP :	Ecole Primaire Publique
FID :	Fonds d'Intervention pour le Développement
FKT:	Fokontany
JIRAMA:	Jiro sy Rano Malagasy
INSTAT :	Institut National de la Statistique
OMD :	Objectifs du Millénaire pour le Développement
ONG :	Organismes Non Gouvernementales
OTIV :	Ombona Tahiry Ifampisamborana Vola
PCD :	Plan Communal de Développement
PIB :	Produit Intérieur Brut
RN :	Route Nationale
STAR :	Société Tananarivienne de Réfrigération et de boisson gazeuses

INTRODUCTION

Madagascar qui accuse un retard de développement dans tous les domaines, est caractérisé comme pays « sous – développé » pour arriver en 2018 dans le classement des pays les plus pauvres de la planète. D’après les résultats de l’enquête nationale de suivi des OMD, réalisée par l’INSTAT entre Septembre 2012 et Novembre 2013, le taux de pauvreté atteint 71%⁶ au niveau national et 77% en milieu rural. En 2017, 76 % des malgaches vivent en dessous du seuil de pauvreté qui est fixé à 1\$ 90 / j / tête d’habitant, le pays figure parmi les pays au plus petit PIB par habitant du monde : 382,2 \$ US courants en 2016, et dans la catégorie des pays à faible développement humain. Cette pauvreté affecte la population dans les zones rurales qui est passée de 71,4 % en 2007 à 82,2 % en 2010 dans tout Madagascar et plus particulièrement, celle de la région de Vakinankaratra qui est de 74,3 % en 2005 à 75,8 % en 2010.

La Commune rurale d’Inanantonana, dans la région du Vakinankaratra, district de Betafo, remplit la plupart des critères du sous- développement. Cet état de situation se caractérise par de nombreux cercles vicieux qui se combinent les uns aux autres aggravant ainsi la pauvreté. En effet, le secteur primaire tient encore une place non négligeable dans l’économie rurale. Or, la production reste insuffisante et les paysans se heurtent à diverses difficultés qui constituent un facteur bloquant du développement économique.

Aussi, l’enclavement qui affecte la plupart des fokontany arrange bien les riches minoritaires de la zone qui deviennent de grands spéculateurs économiques car ils ont la mainmise sur la collecte des produits et déterminent unilatéralement les prix des produits agricoles vendus par les paysans de la zone. Ces collecteurs s’enrichissent au détriment des populations pauvres et aggravant ainsi le sous – développement dans la Commune.

RAISON DU CHOIX DE SUJET ET LOCALISATION

1- Choix du thème

Notre sujet de recherche s'intitule « l'aggravation du sous – développement dans la Commune rurale d'Inanantonana ». Le sujet a été choisi pour deux principales raisons. D'une part, en tant que Géographe qui s'intéresse particulièrement au territoire et à sa gestion, nous sommes convaincus de l'ampleur du phénomène du sous – développement sur l'espace.

Et d' autre part, désirant d'apporter notre contribution à ce problème d' aggravation, nous voulons identifier et comprendre les difficultés rencontrées malgré les différentes initiatives qui sont déjà entreprises.

2- Localisation et choix de la zone de recherche

Localisation

Le cadre spatial de la recherche se focalise sur la Commune rurale d'Inanantonana à 237 km au Sud – Ouest d'Antananarivo et dans le Moyen Ouest du Vakinankaratra, latitude 19° 39'00 Sud et 46° 37'00'' Ouest. Prenant la route nationale RN7 jusqu'à Antsirabe, puis la RN 34 jusqu'au PK 58, de là, une piste en terre de 11 km nous mène à Inanantonana.

Située dans le district de Betafo administrativement et dans les franges occidentales des Hautes Terres Centrales de Madagascar, le sous – espace d'Inanantonana se trouve au milieu de six communes rurales voisines qui sont :

Au Nord, la commune de Miandrarivo ;

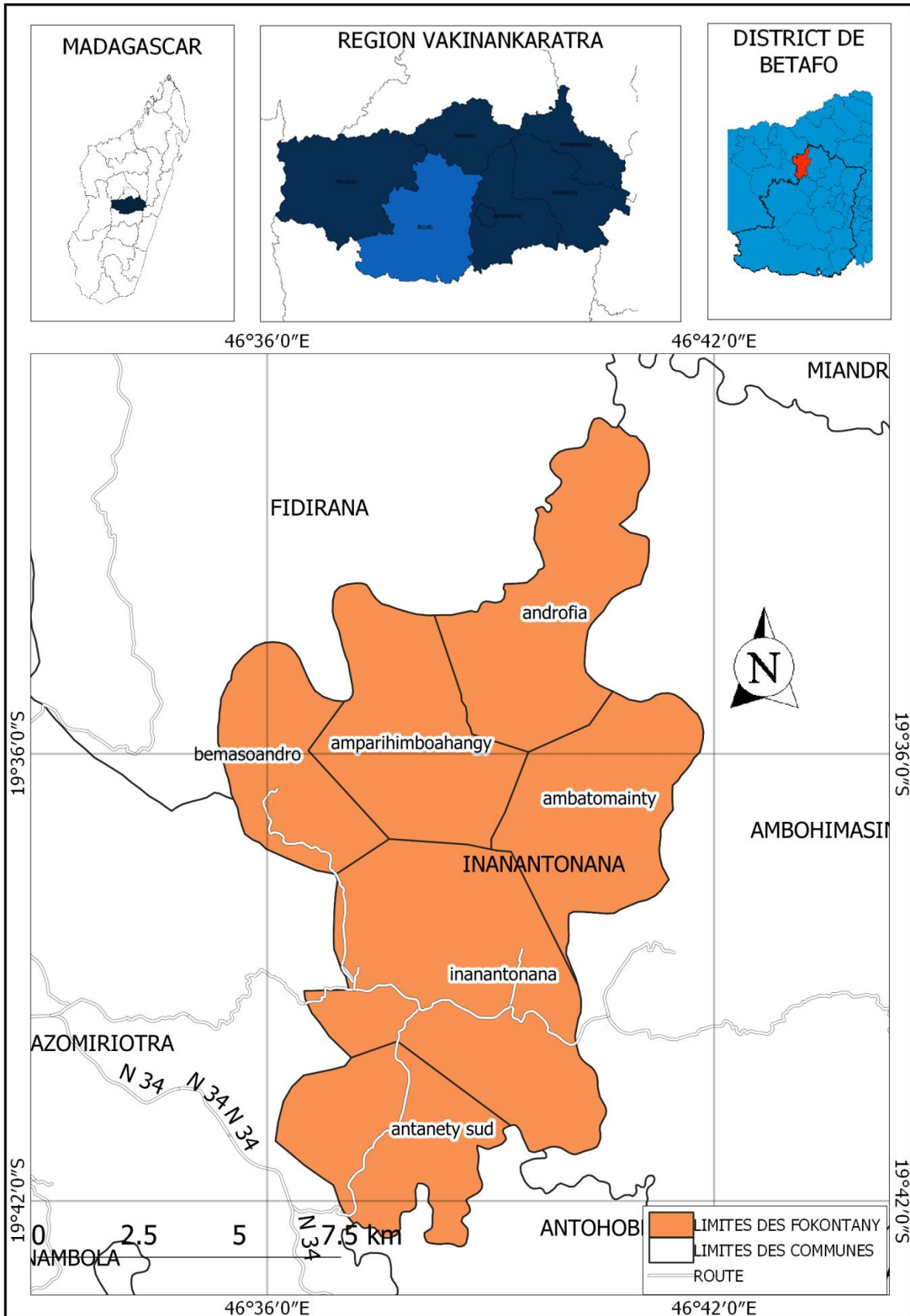
Au Sud, celle d'Ambohimambola ;

A l'Est, celles d'Ambohimasina et de Soavina

Et à l'Ouest, celle de Fidirana et d'Ankazomiriotra.

La commune a une superficie de 310 km² et est composée de six fokontany dont : Inanantonana, Bemasoandro, Amparihimboahangy, Ambatomainty, Androfia et Antanety Sud.

Croquis n°1. Localisation de la zone de recherche



Source : Arrangement de l'auteur, décembre 2018.

Choix de la zone de recherche

Nous avons choisi la Commune rurale d'Inanantonana pour deux raisons : la première découle de notre connaissance du milieu en tant qu'originaire du district de Betafo. En effet, dans cette localité à vocation agricole dont la principale activité est l'agriculture, la majeure partie des ménages connaissent toujours une période de soudure où l'insuffisance de nourriture et de revenu s'intensifient de plus en plus fort.

La deuxième, en collaboration avec le FID en 2005, nous avons déjà mené une étude sur le suivi et évaluation du Plan Communal de Développement de la Commune du fait qu'elle figure parmi les premières communes rurales de Madagascar à pouvoir bénéficier du Fonds de Développement Local pour financer son développement. Mais force nous est de constater qu'aujourd'hui, après une décennie, malgré les actions du FID et des dirigeants successifs de la commune, la pauvreté ne cesse de s'amplifier et les conditions de vie des habitants ne cessent de se dégrader. Ce qui nous emmène à poser les questions suivantes comme problématique :

I. PROBLEMATIQUE

- Quels sont les aspects significatifs de l'aggravation du sous – développement dans la Commune rurale d'Inanantonana ?
- Quelle perspective pour le développement de cette Commune ?

II. DEMARCHE DE RECHERCHE ET PROBLEMES RENCONTRES

Pour réaliser l'étude, nous avons opté pour la démarche déductive. Approfondir le concept de sous –développement pour ensuite étudier les spécificités et le développement de la localité.

1. Recherche bibliographique

La recherche bibliographique revêt d'un travail préliminaire de grande importance car d'elle découle tous les idées de la recherche entière. Elle nous a permis d'avoir des idées et des informations nécessaires pour la réalisation de ce travail.

1.1.Documentation

Des travaux de documentations ont été réalisés tout au long de la recherche. Ce sont des ouvrages généraux, spécifiques, mémoires, articles, monographie....qui sont liés à notre thème.

Cette documentation sera complétée ensuite auprès des services administratifs comme la Mairie d'Inanantonana, la Préfecture, la Région et de la Direction régionale de l'économie du Vakinanakaratra

Nous avons également eu recours sur internet.

1.2.Synthèse des ouvrages de référence

Trois ouvrages ont particulièrement suscité notre attention :

LACOSTE (Y.), Géographie du sous- développement, 284 p

Tout d'abord, le livre présente une approche géographique du sous – développement c'est-à-dire l'étude du sous – développement sous les différentes formes qu'il se présente dans le monde : l'originalité, sa complexité, ses aspects changeants selon les lieux et ses circonstances historiques. Ensuite, il donne une analyse globale du phénomène du sous - développement : ses principales caractéristiques comme la sous – alimentation, la démographie et les divers handicaps économiques ainsi que ses causes possibles. Puis il débouche sur la recherche d'une définition du sous – développement qui est la distorsion durable entre une croissance démographique relativement forte et une augmentation relativement faible des ressources.

GENDARME (R), 1973, La pauvreté des nations, 935p

Ce livre nous a permis de comprendre les problèmes spécifiques du sous - développement au XXème siècle. La première partie intitulée : « Explication du phénomène du sous – développement » parle des différents blocages au développement. Puis, la deuxième partie « l'élaboration d'une théorie » donne une esquisse de solutions aux différents types de cas : pays sur – peuplés et sous – peuplés, pays pauvres ou riches en ressources naturelles, pays à taux de croissance fort ou faible.

LACOSTE (Y.), 1962, *Le sous – développement : quelques ouvrages significatifs parus depuis dix ans, article Annales de géographie, p 245 – 414*

L'article nous a permis de connaître les étapes de l'évolution de la littérature du sous – développement et les visions de plusieurs auteurs démographes, sociologues, politiciens et économistes qui ont essayé d'aborder le problème. Il a permis de dégager que le sous – développement n'est pas seulement un fait économique ou géographique mais il affecte nombre d'aspects de la vie humaine. Et la recherche de solution au problème du sous – développement nécessite la collaboration entre plusieurs disciplines et spécialités.

En effet, depuis la fin de la seconde guerre mondiale et surtout depuis une dizaine d'année, les premières publications ayant rapport au sous – développement qui étaient surtout axées sur les problèmes de répartition des profits se sont attachées à l'étude du chômage, de la non – production puis de la reconstruction des régions dévastées par la guerre. Puis, après ces préliminaires, une première étape apparaît dans l'évolution de la littérature consacrée au sous – développement : celle de la dénonciation de la misère et de la faim qui règnent dans ces contrées que l'on commence à appeler « sous – développés ». C'est aussi la période des illusions : le sous – développement apparaît comme un simple retard de nature essentiellement économique et les mécanismes de croissance, qui avaient assuré l'essor des grandes puissances industrielles au XIXème siècle furent considérés comme applicables aux pays sous – développés.

Une seconde étape s'est amorcée et à partir des années 1950 – 51 s'est apparue les premières critiques de fond de ces conceptions simplistes du sous – développement et de la croissance.

A partir de 1953 – 54, paraissent un certain nombre de grands ouvrages qui font date dans l'évolution de la connaissance des problèmes et tendent vers une meilleure compréhension du phénomène du sous – développement et se caractérise par la reconnaissance du phénomène dans sa spécificité et sa complexité (mais non dans sa diversité géographique), et par l'approfondissement des connaissances. Et c'est ainsi, que le sous – développement est maintenant saisi dans ses structures essentielles et nettement différencié des problèmes que posent les pays sous – développés et que plusieurs théories de développement ont été élaboré.

Si tiers monde est synonyme de sous-développement, d'après les débats théoriques sur le tiers monde c'est-à-dire, les différentes analyses : les analyses déterministes, libérales, marxistes trois (3) points mettent en avant la ligne de démarcation du sous-développement :

- Le développement n'est pas un retard de croissance mais un produit d'une situation historique spécifique qui renvoie en premier lieu à la colonisation et aux conditions de la naissance du capitalisme induite en Europe et en Amérique du Nord.

- Et enracinent l'histoire qui se trouve dans les prolongements du fonctionnement contemporain de l'économie mondiale et des modalités d'insertion internationale qui en découle pour les économies concernés.

- Cette situation spécifique n'est analysable qu'en prenant en compte à l'intérieur même de l'économie dans les aspects structurels qualitatif et dynamique. L'histoire et l'évolution des économies « sous-développés » sont parties prenantes de l'histoire occidentale, ce qui revient à comprendre le sous-développement comme une partie spécifique d'un tout différencié et en mouvement

2. Travaux de terrain

Cette deuxième phase est une étape incontournable dans la recherche en Géographie. Les recherches sur terrain complètent les recherches documentaires. Cette étape est faite par le biais d'entretiens et d'enquêtes auprès des responsables et des populations locales.

Pour les entretiens au niveau des responsables à tous niveaux, le nombre des personnes enquêtées sont 30 dont 11 personnels de la Commune ; 06 présidents du FKT et 01 responsable du FID, 4 membres du Comité de Développement Communal ; de 2 membres du Structure Local de Concertation (Mère, enfant et jeunes) pour le développement ; 4 directeurs d'Ecole Primaire Publique ; 1 directeur de Collège d'Enseignement Général ; 1 directeur d'Ecole Primaire et Secondaire Privée.

Concernant les enquêtes directes avec les populations locales, des enquêtes directives avec des questionnaires semi – fermées ont été élaborées et le nombre des personnes enquêtées est de 70 dont 50 hommes chefs de ménage et 10 femmes repartis dans les 6 fokontany et dont les types sont variés selon leur catégorie sociale et leur fonction, respective. Ce qui donne un taux de 2,1 % des ménages. Puis pour les enquêtes non directives, 10 personnes qui ont une vision d'ensemble de la commune et qui étaient membres du Comité de Développement Local ont été choisies.

Le total des personnes enquêtées est de 100 et en fonction de leur catégorie sociale et leur représentativité.

Tableau n°1. Catégories et nombres des personnes interrogées

CATEGORIES	SOUS - CATEGORIES	NOMBRES
Autorités	Maire et personnels de la commune	11
	Présidents du FKT	6
	Responsable du FID	1
	Membres du Comité de Développement Communal	4
	Membres du Structure Local de Concertation pour le développement	2
	Directeurs d'EPP	4
	Directeur du CEG	1
	Directeur d'Ecole Primaire Privé	1
Personnes ressources		10
Chefs des ménages ruraux		60
TOTAL		100

Source : Conception de l'auteur, janvier 2019

3. Problèmes rencontrés

Cependant, nous tenons à relever quelques problèmes. D'abord, les ouvrages spécialisés sur la zone d'étude sont insuffisants, ensuite, il s'est avéré impossible de trouver les monographies et les données statistiques concernant la zone d'étude car suite à des problèmes politiques liés à l'élection du nouveau maire en Février 2016, la mairie a été incendiée par la partie contre. Néanmoins, nous avons pu compléter notre recherche auprès de la Préfecture, de la Région et de la Direction régionale de l'économie du Vakinanakaratra.

Première partie : DES INDICATEURS DE SOUS – DEVELOPPEMENT PREOCCUPANTS

La situation de sous – développement est de nature politique, sociale et économique et la spécificité de la géographie est de réaliser l’articulation des faits et combinaisons étudiées par les sciences humaines, économie, sociologie, démographie et celles qui relèvent des sciences de la nature.

C’est dans cette optique, que notre analyse dans cette première partie sera consacrée aux contraintes démographiques, sociales et économiques aggravant le sous – développement dans la Commune rurale d’Inanantonana.

CHAPITRE I. DES INDICATEURS DEMOGRAPHIQUES ET SPATIALES ALARMANTS

La commune rurale d’Inanantonana se trouve dans la région de Vakinankaratra et est incluse dans les Hautes Terres Centrales de Madagascar. Les éléments naturels de la zone contribuent au développement des activités agricoles. Pourtant, la commune rencontre des difficultés qui contrecarrent son développement et le maintiennent dans un état de sous – développement profond.

I. Une population hétérogène et en croissance rapide

La population d’Inanantonana est composée de migrants de différentes régions. L’histoire du peuplement se fait en deux phases : les autochtones arrivées dans la région à une période indéterminée et les nouveaux venus qui ont occupé la zone récemment.

Les premières vagues de migrants sont surtout ceux venus d’Ambohimasina, soit de Faratsiho ou de Betafo et se sont surtout installés dans la partie Sud de la région. On associe cette première vague migratoire à une fuite des Sakalava. *« Au début du XIX^{ème} siècle, le royaume d’Andratsay tomba sous le contrôle d’Andrianampoinimerina. Ce dernier regroupa sous le nom de Vakinankaratra, les territoires de Betafo et des royaumes voisins du nord de Betsileo »*¹ Depuis l’arrivée de ce dernier au pouvoir, les Merina ont installé des responsables à Ambohimasina, puisque les soldats sont passés par la route d’Andramasina, puis ont déviés vers le sud Faratsiho pour la conquête de Vakinankaratra. Les autres sont partis pour chercher des zones d’accueil ailleurs (Antananarivo, Antsirabe, Betafo, Inanantonana, Mandoto, Miandrivazo,...).

La force et la faiblesse du pouvoir Merina au cours du XIX^{ème} siècle se heurta aux incursions incessantes des sakalava pour le contrôle de l’espace. En effet, d’après la tradition orale, les régions d’Ambohimasina et Inanantonana ont été des lieux de transit du soldat merina au temps de la conquête de Vakinankaratra et de Menabe. Après la prise du

¹ ESOAVELOMANDROSO(M.), 1989 – 1990, « L’effondrement de l’autorité royale dans la région de Betafo à la fin du XIV^{ème} siècle », in Omalysy anio 29 – 32, p 311- 316.

Vakinakaratra par Andrianampoinimerina, les « taranak'Andriamasinavalona » se sont implantés dans la commune d'Ambohimasina, grand nombre de leurs descendants sont restés dans les villages des ancêtres. Mais au fil du temps, ils ont quitté progressivement leur village d'origine à cause de la pression démographique et se sont répandues dans toute la commune à la recherche de terrain plus vastes et plus fertiles.

La deuxième vague d'immigration ce à partir de 1950, est celle des populations originaires d'Ambohibary, Soanindrariny, Antanifotsy, Ambolotara et Ampatrimaha et qui se sont établies progressivement vers le Nord. *« Toutefois, ...avec le rétablissement de la sécurité, les sites abandonnés furent de nouveau mis en valeur par les nouveaux immigrants attirés par des zones déjà aménagées et l'existence d'une desserte routière... le même processus a été constaté au nord de l'Andratsay, entre Ambohimasina et Inanantonana ».*² Les autres ethnies : Betsileo et Antandroy arrivées récemment sont minoritaires. L'installation de la population à Inanantonana montre les différentes étapes de son occupation par ces vagues migratoires progressives.

Tableau n°2. Mouvements migratoires dans le district de Betafo

	Nombre des entrants		
	2015	2016	2017
ALAKAMISY ANATIVATO	32	33	44
AMBOHIMANAMBOLA	36	25	31
AMBOHIMASINA	92	123	175
ANDRANOMAFANA	17	15	16
ANDREMBESOA	16	10	19
ANTOHOBE	33	39	35
ANTSOSO	11	17	22
INANANTONANA	87	81	94
SOAVINA	31	23	32
TRITRIVA	23	50	26

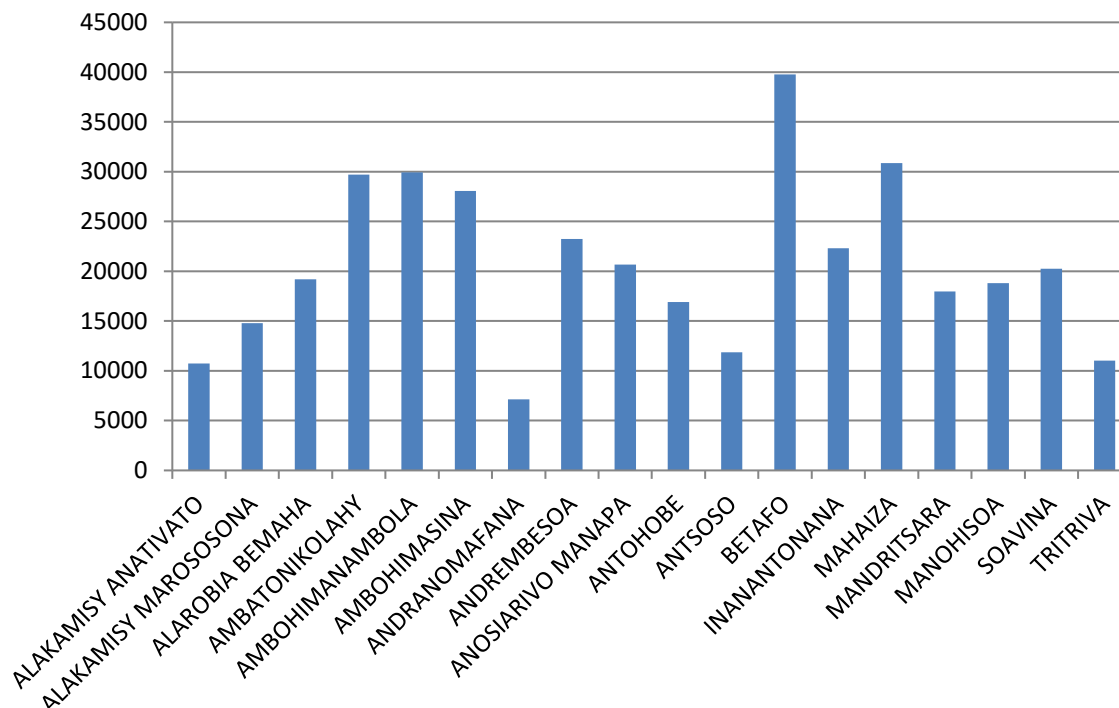
Source : Monographie Betafo 2017

D'après le **tableau n**, le sous – espace d' Inanantonana figure parmi les zones d' immigration du district de Betafo après la commune d' Ambohimasina même à l'

² ESOAVELOMANDROSO(M.), 1989 – 1990, « L'effondrement de l'autorité royale dans la région de Betafo à la fin du XIVème siècle », in Omalysy anio 29 – 32, p 311- 316.

époque actuelle. La croissance démographique et la migration ont des conséquences sur le territoire : l'occupation humaine se fait d'une manière sauvage, les constructions désordonnées et l'occupation du sol sans aucune orientation.

Graphe n°1. Répartition de la population dans le District de Betafo 2016 – 2017



Source : monographie Betafo 2017, synthèse de l'auteur.

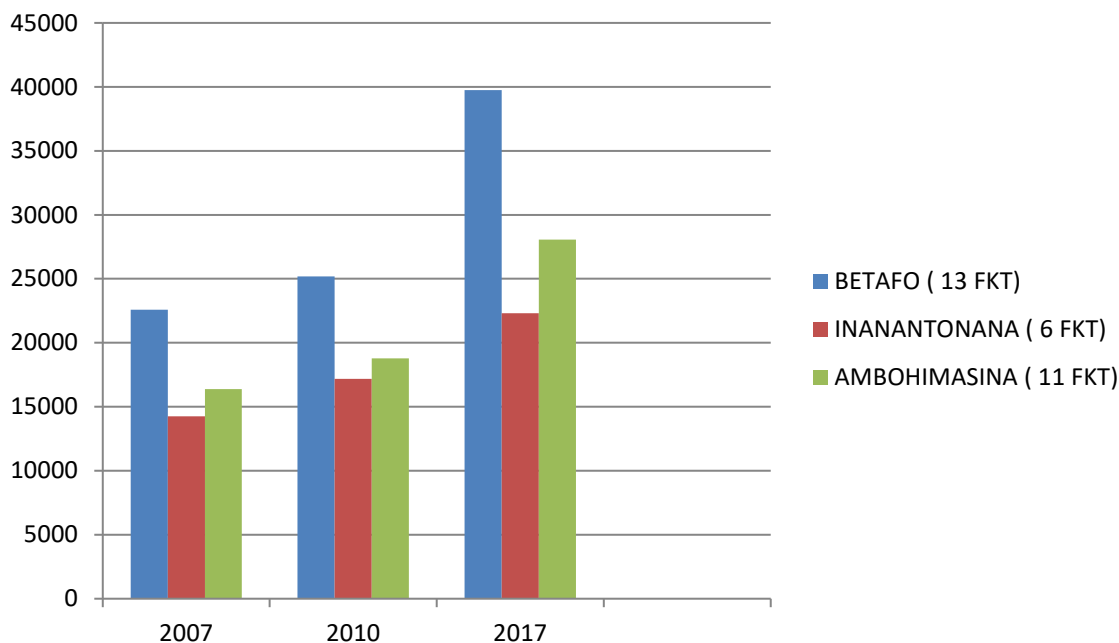
La croissance démographique, la forte natalité et fécondité figurent parmi les facteurs fondamentaux du sous – développement. La Commune rurale d’Inanantonana (310 Km/ 6 FKT) est parmi les communes rurales les plus peuplées du district de Betafo. En effet, statistiquement, sur les 18 communes dudit district, elle est classée au 7^{ème} rang après les Communes de : Betafo (175 Km/13 FKT), Mahaiza (1480 Km/11 FKT), Ambohimambola (509 Km/12 FKT), Ambatomikolaky (860 km/ 9 FKT), Ambohimasina (215 Km/11 FK) et Andrembesoa (1274 Km/ 7FKT).

1. Croissance démographique galopante

D’après les données statistiques recueillies, Inanantonana avec une superficie de 310 Km et composée de 6 fokontany comptent 14 245 habitants en 2007 ; 17189 habitants en 2010 et 22300 habitants en 2017, soit une augmentation de 2944 personnes en l’espace de 3 ans et 5111 en 6 ans contre 2419 pour Ambohimasina (11 fokontany) et 2578 pour

Betafo (13 fokontany). Ainsi, le taux de croissance démographique annuel de la Commune rurale d' Inanantonana est de 5,7 %. Cela dépasse largement la croissance économique de la localité vu la faiblesse des revenus de ses habitants qui est de l'ordre de -1\$ par jour. La **graphe n°2** illustre cette situation.

Grappe n°2. Evolution de la population d' Inanantonana comparée à celle d' Ambohimasina et Betafo



Source : monographie Betafo 2017, synthèse de l'auteur.

2. Forte natalité

L'accroissement de la population de la Commune rurale d' Inanantonana est fonction d'une forte natalité dont le taux est de 47,17%, d'une forte fécondité et d'une faible mortalité dont le nombre est de 68 en 2018. En général, d'après notre enquête, la taille moyenne des ménages est de 7. Ce qui est largement supérieur à la taille moyenne des ménages ruraux malgaches : 5 personnes.

Ces indicateurs, en l'occurrence la natalité, la fécondité et la mortalité constituent un handicap pour l'épanouissement de la vie de la famille car des ménages à grande taille constituent une charge pour les parents notamment pour les dépenses quotidiennes notamment : les nourritures, scolarisation De plus, le nombre élevé d'enfant demeure un poids qui pèse pour la famille. Enfin, cette tradition « de famille

nombreuse » ancrée fortement au sein de chaque foyer familial constitue un obstacle à la promotion économique et sociale de la famille.

II. Une jeunesse inégalement répartie dans l'espace et en paupérisation

La population d'Inanantonana est inégalement répartie dans l'espace. On note que le fokontany chef-lieu de la commune accuse une nette augmentation par rapport aux 5 autres fokontany. L'espace à fort taux de peuplement se trouve dans le fokontany d'Inanantonana qui regorge la majorité des services administratifs et commerciaux. Ce qui est aussi le cas du fokontany d' Antanety Sud qui se trouve à l'entrée même de la commune à cause de l'influence du trafic de transport sur la route nationale RN 34. Enfin les zones à faible densité de population touchent les milieux ruraux enclavés à cause de l'éloignement géographique du chef-lieu par rapport aux sous espaces dont la distance peut atteindre plus de 10 km. De ce fait, le sous- développement communal caractérisé par le déséquilibre de la répartition spatiale de la population en général, et des jeunes en particulier, s'intensifie au fur et à mesure que l'on s'éloigne du chef-lieu de la commune. En somme, à titre de comparaison, si en moyenne, la densité de population dans les 151 Fokontany qui composent le district Betafo, est de 189hab/km², celle d' Inanantonana est de 71 hab/ km².

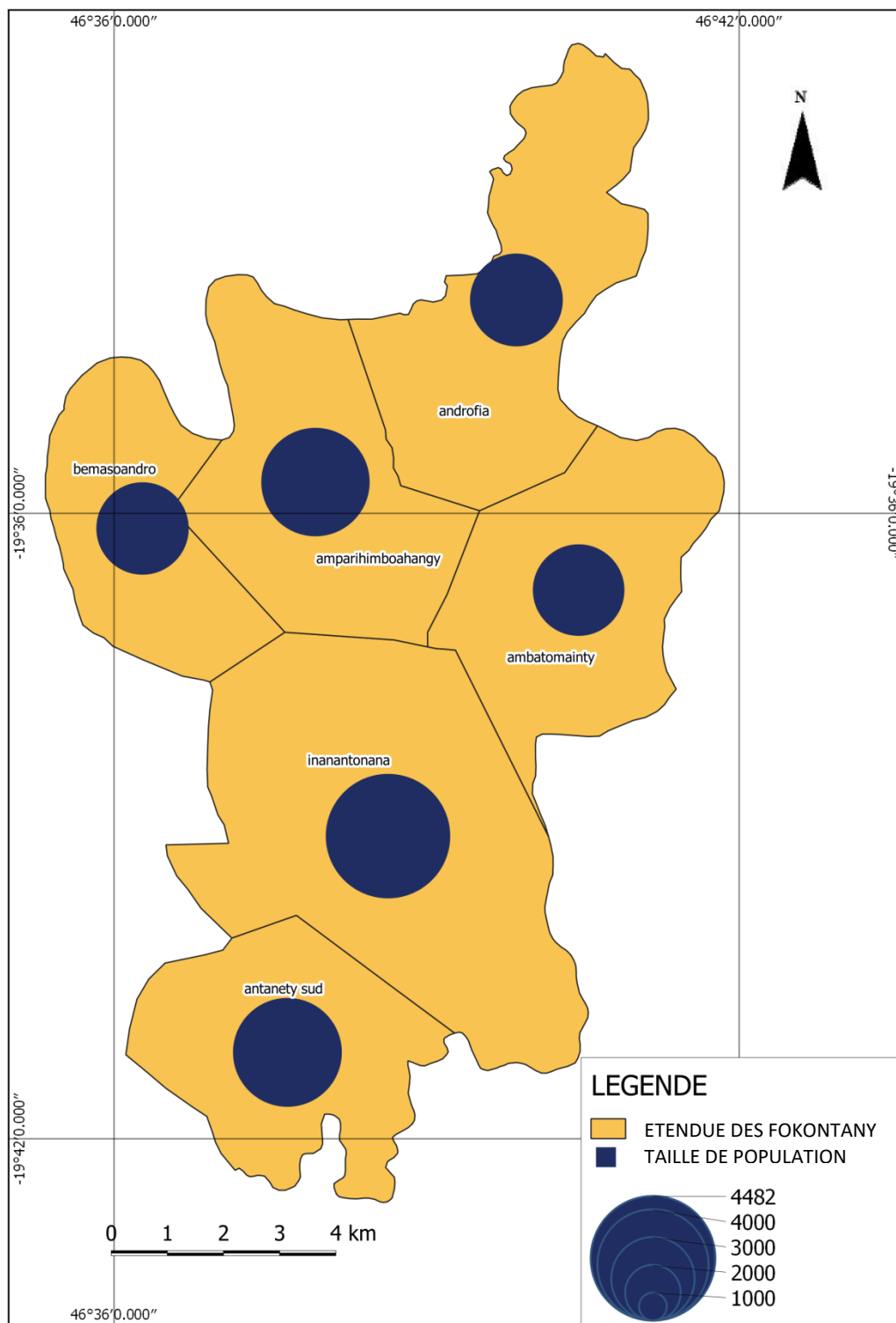
Tableau n°3. Répartition de population par sexe et par âge dans la Commune rurale d'Inanantonana 2016 - 2017

	0 à 5 ans		6 à 17 ans		18 à 60 ans		60 ans		TOTA	TOTA	TOTA
	G	F	G	F	G	F	G	F	L	L	L
INANANTONANA	630	479	665	679	769	797	271	192	2335	2147	4482
BEMASOANDRO	324	400	500	580	591	596	183	151	1598	1727	3325
ANTANETY SUD	331	510	587	581	708	693	266	252	1892	2036	3928
AMBATOMAINTY	349	424	417	571	595	593	187	173	1548	1761	3309
ANDROFIA	295	384	546	592	605	581	196	147	1642	1704	3346
AMPARIHIMBOA HANGY	390	470	629	665	711	714	152	179	1882	2028	3910
TOTAL	2319	2667	3344	3668	3979	5974	1255	1094	10897	11403	22300

Source : Monographie de la commune d'Inanantonana 2017

Le **tableau n °3** fait ressortir une population jeune et à majorité féminine dont les - 18 ans représentent 31,4 % et les – 5 ans : 22,3%. Soit environ : 53,7 % de la population. La répartition par âge par sexe dans le chef – lieu de la Commune augmentent par rapport aux fokontany éloignés. Par contre, le pourcentage de la population active de 18 ans à 60 ans ne dépasse même pas les 40 % soit 35,6 % et les 60 ans et plus 10,5%. Ceci démontre un déséquilibre car le nombre de personne à charge dépasse largement le nombre de la population active dont la principale source de revenu est l’agriculture. Une agriculture qui n’arrive pas à nourrir la population jusqu’ à la prochaine récolte et à satisfaire les besoins journaliers des ménages.

Croquis n°2. Répartition de la population par fokontany en 2017



Source : Arrangement de l'auteur, Décembre 2018

Cette situation affecte négativement les conditions de vie des jeunes ruraux de la Commune d' Inanantonana dont l'effectif est de 40 % de la population. En effet, le fait de se concentrer dans le chef lieu de la commune et de deux fokontany entraîne le sous-exploitation des espaces disponibles dans les autres fokontany. La majorité des jeunes 75 exposées à une situation de chômage déguisée se contentent de travaux faiblement rémunérés (batelage, petits travaux de champs.... De plus, une partie de ces jeunes se livrent à d'autres occupations et style de vie indécente (actes de banditisme, dahalo, fumeur de chanvre.

Cette situation difficile des jeunes de la Commune d' Inanantonana est aggravée par la situation de pauvreté engendrée par le problème des terrains hérités et partagés entre les membres de la famille (parents, enfants. Bien que les parcelles de terrain héritées et exploitées constituent un générateur de ressources et de revenus importants, il s'avère qu'à l'heure actuelle, ce n'est plus le cas de la Commune d' Inanantonana. En effet, les parcelles héritées sont devenues de plus en plus réduites par rapport aux nombre croissant de personnes dans chaque foyer. Ce qui entraîne une faible productivité et une diminution des revenus familiaux. . Cette jeunesse en situation de chômage déguisée, devient une charge pour la famille et un handicap pour le développement de la Commune. Notons que 93% de la population sont des paysans. Si la jeunesse est synonyme d'avenir, la pauvreté, le manque d'infrastructure, le chômage, la quasi – inexistence des activités des branches tertiaires incitent les jeunes à l'exode rural pour la recherche de vie meilleure dans les communes voisines ou même dans le chef-lieu de district.

III. Une dégradation environnementale

La Commune d'Inanantonana est caractérisée par une dégradation de la végétation naturelle et une diminution de la forêt primaire. Autrefois, l'espace territorial de la Commune d' Inanantonana tout comme celui des autres Communes du district de Betafo étaient couvert d'une végétation primitive. Celle- ci est aujourd'hui en voie de disparaître à cause des actions anthropiques et agro- pastorales. L'exploitation des forêts est de plus en plus non maîtrisée. Les causes anthropiques ne sont autres que la pratique du tavy ; les feux de brousses, les défrichements...

Sur les tavy, l'érosion en nappe est très forte à chaque saison de pluies. De plus, les feux de brousses produisent de désastres considérables dans la mesure où ceux – ci jouent un rôle important sur le processus de dénudation du sol qui favorise le ruissellement au

détriment de l'infiltration. Ce phénomène d'érosion, de ruissellement, de dénudation engendrent l'incapacité du sol sur le pouvoir d'infiltration faisant obstacle à l'humidité du sol. Ainsi, des processus de dégradation du sol. Il ressort de ce processus, la dégradation des substances naturelles, la perte des éléments fertilisants, la création des rigoles, de ravines, voire de lavaka. Les collines, les basses zones fréquemment inondées sont devenues des espaces favorables où poussent et prédominent les graminées connues sous le nom générique de Bozaka. En somme, malgré les reboisements annuels effectués par la commune et certaines populations, la dynamique d'érosion violente des sols (15% de la surface d'Inanantonana ne cesse de s'accroître et influence également sur l'espace cultivable restant tout en diminuant la capacité productive du sol.

Et parallèlement à ce processus d'érosion intense, le déboisement et l'exploitation des produits forestiers sont deux monnaies courantes. En effet, avec la croissance démographique, les besoins en bois (bois de chauffe, bois de construction ...) de la population augmentent d'une année à l'autre. La coupe et l'exploitation abusive des arbres accentuent la déforestation

CHAPITRE II.

DES INDICATEURS SOCIAUX INQUIETANTS

La croissance rapide de la population d' Inanantonana s'accompagne d'une dégradation de l' environnement qui est associée à une exploitation sauvage. A cette situation, vient aussi se greffer, d' autres problèmes comme : l'inégalité, la faiblesse des infrastructures sociales et culturelles, le taux d'analphabétisme élevé de la population empêchant ainsi le développement de la Commune.

I. Une société inégalitaire et hiérarchisée

Les inégalités sociales et économiques entre les catégories de population sont flagrantes à Inanantonana.

D'un côté, les riches opérateurs économiques, très minoritaires issus de deux familles collecteurs environ 3% de la population. Ils sont en même temps, les propriétaires des moyens de transport de la Commune (minibus et camions...), les seuls grossistes qui assurent le ravitaillement de la Commune en PPN et les banquiers sous forme de crédit de campagne. Ces riches sont en voie d'accumulation progressive.

De l'autre côté, les paysans de plus en plus pauvres majoritaires, 85% de la population et qui sont touchés par la sous – alimentation et la sous- consommation c'est-à-dire, une alimentation insuffisante en volume et en qualité.

Entre les deux une classe moyenne qui représente environ 15% de la population. Ce sont surtout les fonctionnaires, les petits épiciers détaillants et ceux qui disposent de revenus autres que l'agriculture.

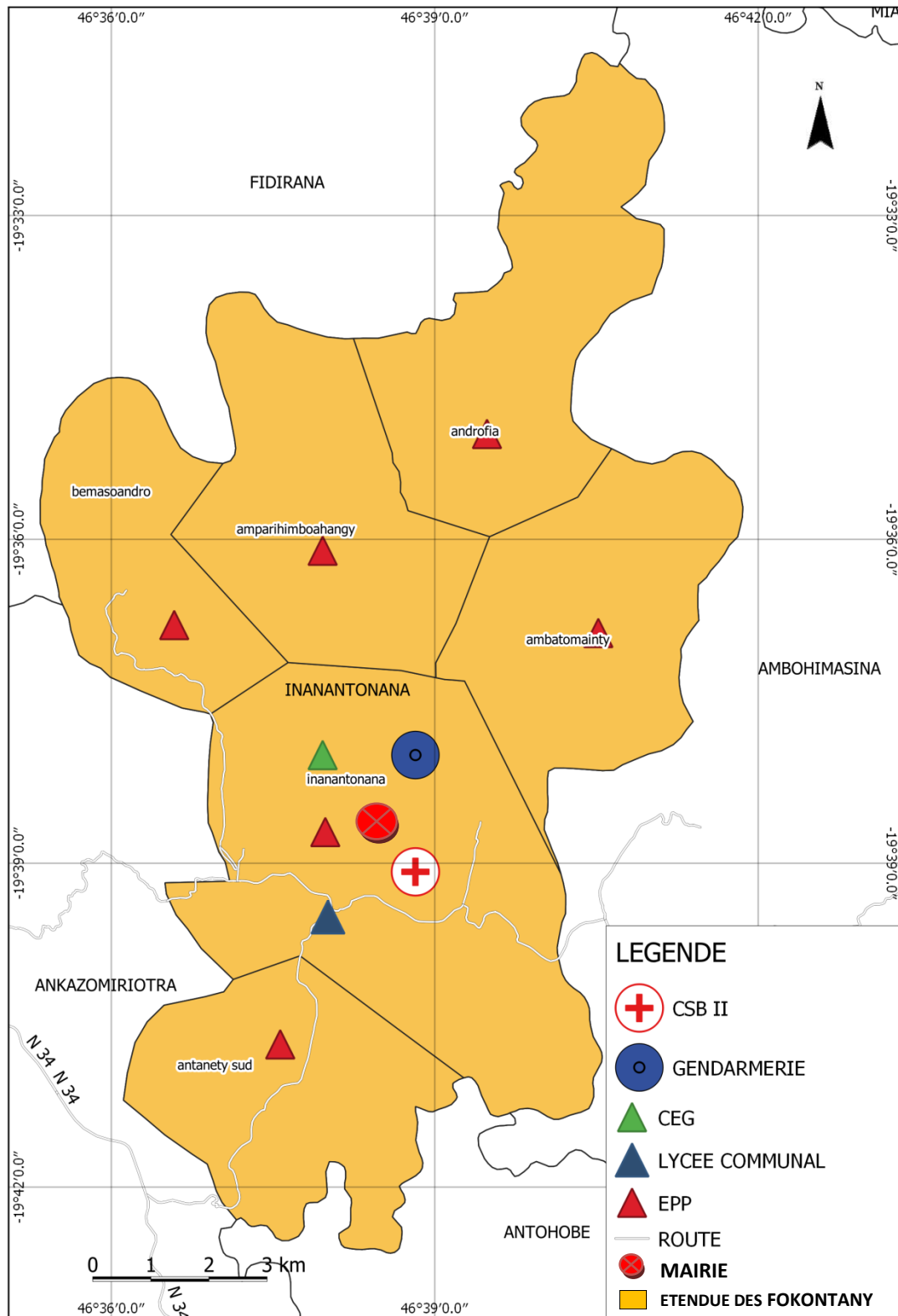
Ces inégalités sociales se reflètent dans la ségrégation spatiale de l'habitat. Des quartiers peuplés, pauvres se développent partout avec des constructions soit en terre battue, soit en briques en terre avec des toitures généralement en chaume et s'opposent aux paysages des quartiers riches minoritaires et des classes moyennes où les maisons sont fabriquées en briques cuites, les toits en tôles et disposant de confort comme le canal+

II. Un déficit des infrastructures sociales

Le manque d'infrastructure caractérise les zones rurales dans les pays sous - développés, ce qui entrave leur croissance économique à long terme et dégrade le niveau de vie de l'ensemble de la population. Or, les infrastructures sociales et culturelles ont la fonction d'entretenir et de développer le capital humain. Les infrastructures sociales se rapportent donc aux services relatifs à l'éducation et à la santé.

1. Les infrastructures sociales

Croquis n°3. La faiblesse des infrastructures sociales de base de la Commune



Source : GoogleMap/ Arrangement de l'auteur, Janvier 2019

1.1.Santé

L'état de santé de la population rurale est un facteur déterminant de la productivité. Les infrastructures de santé sont évaluées par le nombre et la taille des centres de santé et d'hôpitaux, leur répartition géographique, leur accessibilité, la qualité des services offertes ainsi que les équipements dont chaque établissement est doté. Pour la Commune d'Inanantonana, les conditions sanitaires en une décennie, n'ont connu aucune amélioration et ne cesse de se dégringoler. Si en 2004, la Commune n'avait disposé que d'un CSBII et d'une maternité dans le chef-lieu de la commune et souffre de la vétusté des équipements et de l'insuffisance du personnel : un médecin généraliste, une sagefemme et 1 dispensatrice pour 10 419 habitants(la commune d' Ambohimasina par contre a depuis ce temps, un CSB I et un CSB II) , la situation s'est empirée en 2017 avec 22300 habitants car aucune mesure n'a été entreprise par l' Etat. En effet, au moment de l'enquête en septembre 2018, la maternité dispose depuis plus d'un an, d'une nouvelle sagefemme, une dispensatrice payée par la Commune et d'un bénévole et ne reçoit plus de malades à partir de 18 heures suite à des attaques effectuées par les dahalo en 2016 à l'encontre du sagefemme qui est de garde dans la maternité. La Commune attend encore l'arrivée d'un docteur envoyé par le district de Betafo. Les normes proposés par l'OMS sont loins d'être réalisés, il faudrait 1 lit pour 100 habitants et 1 médecin pour 800 habitants alors qu'à Inanantonana , on compte 10 lits et 1 médecin pour 22300 habitants. C'est seulement au niveau du chef – lieu de la commune que l'on trouve les infrastructures sanitaires. Les cabinets médicaux et les cabinets dentaires sont absents dans la région. Deux dépôts de médicament assurent le ravitaillement de la Commune et s'avèrent insuffisants.

Ainsi, nous sommes en présence d'une médecine discriminatoire, car les fokontany éloignés souffrent de manque de traitements médicaux.

PHOTOS N°1 : ETAT DES INFRASTRUCTURES DU CSB II A INANANTONANA



Source : Cliché de l'auteur, Septembre 2018

D'après les enquêtes effectuées auprès des ménages, les paysans n'ont recours au CSB II qu'en cas d'urgence ou lors de l'accouchement faute de moyens car les médicaments coutent chers. Le faible niveau de vie et l'éloignement ne permettent qu'aux 17, 88 % de la population d'accéder aux soins médicaux annuels contre un taux de consultation annuelle de 28,27 % pour le Vakinankaratra. La majorité a recours aux pratiques empiriques traditionnelles « mpimasy », « mpitaiza » ou tradi – praticiens guérisseurs traditionnels en cas de maladie. En effet, il est difficile pour les populations excentrées par rapport au chef-lieu de la commune de rejoindre le dispensaire car les distances à parcourir s'échelonnent de 7 à 15 Km. L'inexistence de voiture ambulance à la disposition des malades évacuées d'urgence soit à Betafo, soit à Ankazomiriotra ne fait qu'aggraver la situation.

Les principales maladies de la population sont le paludisme, la diarrhée et l'infection respiratoire aigüe. La diarrhée fréquente s'explique par les difficultés des habitants de la commune à s'approvisionner en eau potable. Notons que la commune n'étant pas encore desservie par la JIRAMA, les habitants disposent de 10 bornes fontaines, 18 puits et 30 sources d'eau .Aussi, 6% seulement des ménages soit 300/ 5000 disposent de douches et 1,2% de latrines.

1.2.Education

L'éducation contribue à l'épanouissement personnel en favorisant l'intégration sociale et professionnelle, elle permet d'accroître la qualité de la main d'œuvre rurale et de hausser la productivité. L'éducation a aussi pour finalité d'améliorer la qualité de vie d'une personne car elle offre aux adultes et aux enfants défavorisés une chance de sortir de la pauvreté. Elle est donc un outil essentiel pour le développement économique, social et culturel de toutes les populations dans le monde. De plus, elle donne une plus grande ouverture d'esprit et une aptitude à l'innovation. Les infrastructures éducatives reposent sur les établissements et les équipements scolaires, universitaires : l'accès, la qualité, l'équité et l'opportunité de cette éducation.

PHOTO N° 2 : L'EPP DANS LE FOKONTANY D'ANTANETY SUD



Source : Cliché de l'auteur, Septembre 2018

La Commune rurale d'Inanantonana compte 7 Ecoles Primaires Publiques et 2 écoles primaires privées, 1 Collège d'Enseignement Général et 2 écoles secondaires privées et un Lycée communal ouverte en 2017. Le rapport est de 1 EPP par fokontany, deux GEG et un Lycée pour une commune. Ce qui est dérisoire par rapport aux nombres des enfants en âge de scolarisation. Or, les autres Communes rurales comme Ambohimambola dispose de 14 EPP, Ambohimasina 19 et Andrembesoa 16. Dans de nombreux FKT d' Inanantonana, l'effectif des salles de classe dépasse largement la normale. Et les établissements sont dans l'obligation de limiter le nombre des nouveaux pour la rentrée. Or, face à la croissance

démographique de la population, bon nombres d'enfants sont victimes car ne sont pas admis à l'école. Les rescapés qui ont leur CEPE ou BEPC et qui ne sont pas reçus dans le CEG ou Lycée doivent souvent arrêter leur études à cause de l'obligation d'aller à Ankazomiriotra ou à Betafo pour les poursuivre. En milieu rural, plus particulièrement à Inanantonana à cause de cette situation, les grossesses précoces des jeunes filles prédominent et les filles se marient à l'âge de 14 ou 16 ans, car leurs parents ne peuvent plus entretenir leur scolarité. Elles s'acheminent vers le mariage. Les familles riches par contre, préfèrent envoyer leurs progénitures soit à Antsirabe ou à Betafo

PHOTO N°3 : LE CEG D 'INANANTONANA



Source : Cliché de l'auteur, Septembre 2018

Aussi, les enquêtes effectuées auprès des personnels enseignants des 6 FKT nous renseignent que les infrastructures scolaires existants que ce soit dans les établissements privés ou publics ne répondent pas aux conditions nécessaires pour un environnement scolaire car sont en mauvais état ou insuffisants. Plusieurs EPP fonctionnent avec une classe multigrade et en rotation faute de salles de classe. La bibliothèque n'existe pas. Les équipements scolaires, les mobiliers ainsi que les matériels pédagogiques et didactiques comme le dictionnaire, carte, livres sont quasi – inexistants. Ce qui ne facilite pas la tâche des enseignements.

A titre d'exemple, l'EPP d' Andoharena dans le FKT d' Amparihimboahangy à 9 km du chef-lieu dispose de 2 salles de classe pour 157 élèves. L'EPP d' Ambatomainty à 9km, a 4 salles : l'ancien bâtiment construite en 1963, 2 salles construites par le FID avec le PCD en 2005 et une salle crée par le FRAM en 2009. Elle accueille en total 206 élèves.

Le taux de scolarisation pour les 6 FKT est de 33% soit 2344/ 7012 enfants et le taux d'abandon pour le primaire est de 5,4% contre 8,01 % pour le Vakinankaratra. Pour le secondaire il est de 9,52 % contre 9,19 % dans le Vakinankaratra . Pour le Lycée, il avoisine les 15,5 % contre 5,73% dans le Vakinankaratra.

Le taux de réussite aux CEPE est de 55%, celui du BEPC 52,6% et le BAC 55%.

PHOTOS N°4 : ETAT DES INFRASTRUCTURES DE L'EPP D'INANANTONANA (WC)



Source : Cliché de l'auteur, Septembre 2018

Si généralement on admet que la qualité de l'enseignant et leurs compétences ainsi que leurs effectifs conditionnent la réussite de l'éducation. A Inanantonana, la réalité est toute autre car les EPP (Ecole Primaire Publique) et le CEG souffrent du déficit des personnels enseignant et administratif. Les enseignants qualifiés comme ceux sortants de l'Ecole Normale n'existent pas. La majorité des enseignants qui disposent le BAC n'ont reçu qu'une formation initiale courte, c'est le cas des enseignants FRAM ou

Communautaire. L'Etat, faute de budget n'engage presque pas d'enseignants fonctionnaires qualifiés. Ainsi, pour combler ce manque, chaque établissement public engage des enseignants FRAM que les parents payent en partie. Or, ces enseignants FRAM même munis de diplômes du Baccalauréat ont peu de formation pédagogique. Cette situation se répercute sur le niveau des élèves. Ces mêmes enseignants affirment avoir des difficultés pour les parents d'élèves qui sont pour la plupart analphabètes ou n'ayant même pas le CEPE et qui sont incapables d'appuyer, de suivre ou de comprendre leur enfants dans leur étude. A titre d'illustration, pour le système de notification, les enseignants sont obligés d'utiliser des couleurs pour leur faire comprendre les notes des élèves. En fait, les parents préfèrent envoyer leurs enfants dans les écoles privés même si les écolages sont un peu chers.

De par notre entretien avec certains enseignants, ils réclament qu'ils ne sont pas bien rémunérés dans leur travail pour qu'ils puissent se donner au maximum. D'après eux, leur métier d'enseignement ne leur permet pas de vivre et de nourrir leur famille surtout pour les FRAM qui vivent des cotisations des parents. Bon nombre d'entre eux ont quitté l'enseignement pour d'autres occupations ou migré dans le district. D'autres, sont obligés de diversifier leurs sources de revenu et de faire d'autres activités en dehors de l'enseignement pour avoir un peu plus d'argent. A titre d'illustration, le Lycée communal ne compte actuellement qu'un enseignant restant contre 3 en son ouverture et 7 en cours d'année.

L'enquête effectuée dans le FKT de Bemasoandro nous renseigne que cette cotisation des parents s'élève à 1500 Ariary par an plus 12 cantines de riz (1 cantine équivaut à à 3kg et demi de riz) données au moment de la récolte pour l'Ecole Primaire Publique. Pour l'Ecole Primaire Privée Catholique Saint Thomas à Inanantonana, elle est de 800 Ariary soit 8000 Ariary par an plus 10 cantines de riz pour. Pour le CEG, les parents donnent 70 000 Ariary par an plus 10 cantines de riz. Or, la plupart des ménages enquêtés révèlent l'impossibilité de payer en une seule fois les honoraires des maitres FRAM.

Par ailleurs, la pauvreté est un obstacle à la scolarisation des enfants. Si combattre l'analphabétisme a été déjà considéré comme une condition nécessaire du développement national et qu'aucun pays ne pourra pas parvenir au stade de ce que l'on appelle pays développé sans la disparition de l'analphabétisme, dans les communes rurales de Madagascar comme à Inanantonana, le bas niveau d'instruction des parents peut influencer sur l'effectif global des enfants scolarisés. En effet, 44% de la population sont analphabètes

et au niveau primaire. Malgré tout, il y a quand même d'autres facteurs qui influent sur la fréquentation scolaire des enfants. Les actions d'alphabétisation ont été freinées par les facteurs suivants : l'appauvrissement généralisé de la population, la chute de pouvoir d'achat des ménages, l'insécurité, la malnutrition et l'insuffisance des moyens.

Aussi, le revenu très faible des ménages ainsi que le coût de la scolarisation d'un enfant très élevé ne permettent pas de maintenir les enfants à l'école et d'y parvenir jusqu'à avoir un minimum de parcours au moins au niveau du primaire et avec l'obtention du diplôme de CEPE. La déperdition précoce des enfants s'explique par le fait que les parents n'arrivent plus à payer les frais de scolarité de leurs enfants. Ces derniers ne sont pas motivés pour envoyer leurs enfants à l'école parce qu'ils n'en trouvent aucun intérêt et qu'ils ne voient aucun avenir pour les étudiants diplômés dans la commune. Beaucoup d'entre eux restent paysans faute d'emploi et du travail. Donc, ils préfèrent garder leurs enfants chez eux pour les aider à faire des tâches quotidiennes ou pour travailler dans les rizières.

La fatigue associée à l'éloignement empêche la concentration à l'école. Dans les FKT qui composent la Commune d'Inanantonana, la distance entre les hameaux et les établissements scolaires peut aller jusqu'à plus de 10 Km surtout pour rejoindre le CEG. . Aussi, pour d'autres FKT, l'obligation de traverser des rivières empêchent les enseignants d'effectuer des cours l'après-midi en saison de pluie .A part cela, les élèves issus des familles pauvres souffrent de la malnutrition et de sous-alimentation et d'après les enseignants, l'explication et la transmission des connaissances envers les élèves deviennent difficiles pour eux à partir de 10 heures car ces derniers ne font que dormir dans les salles de classes et n'ont pas la force d'écouter les enseignants.

1.3.Electrification

L'absence et l'insuffisance de l'énergie électrique est aussi un frein pour le développement social et économique de la Commune. En effet, l'électricité modifierait le quotidien de la population et améliorerait les conditions de vie de la population. Elle est aussi indispensable afin d'assurer la sécurité publique.

III. Les infrastructures culturelles sous - développés

Le sport, les cultures, les loisirs et les organisations des jeunes sont peu développés dans la Commune rurale d'Inanantonana. Or, les sports et les loisirs sont importants pour le renouvellement des forces productrices. Les infrastructures sportives et culturelles comme les terrains sont insuffisants et ne sont pas conformes aux normes. En effet, ils sont au nombre de 6 dans toute la commune. Les bibliothèques, salles de fête et spectacle n'existent pas. Mais les vidéos prolifèrent. Si bien que, les jeunes ne sont pas développés physiquement et culturellement. La délinquance juvénile devient incontournable et le banditisme est en recrudescence.

IV. Une condition de vie misérable

Si selon l' OCDE en 2006, est considéré comme pauvres des individus ou ménage qui n'ont pas suffisamment de ressources pour se procurer des types d'alimentation jugés comme normaux, pour participer aux différentes activités sociales, pour disposer des conditions d'environnement viable, des types de logements jugés comme normaux.

A Inanantonana, lors de la récolte, les paysans consomment régulièrement du riz en moyenne deux fois par jour. Mais après 3 à 4 mois, le grenier à riz commence à se vider. Le riz ne constitue plus le plat principal et les paysans se mettent à consommer du manioc, devenu un complément essentiel du repas. Lors de la période de soudure « fahavaratra » les aliments jusque-là jugés complémentaire comme le manioc et la patate douce se transforment en aliment de base. La consommation de viande est périodique.

En conséquence, ces paysans sont obligés de s'endetter pour satisfaire les besoins de la famille (recours au système de « varo-maitso »). Par définition, le « varo-maitso » c'est la vente des cultures sur pied. Donc c'est une forme de crédit octroyé par les collecteurs aux pauvres pendant la période de soudure. Il est remboursable en nature (généralement en paddy) au cours de la moisson ou au plus pire, certains paysans perdent leurs maisons au fil des années. Car la quantité à donner au prêteur est fonction du contrat établi entre les deux personnes dans lequel ne figure que le montant fictif de l'emprunt. Lors de la saison de récolte, la majorité de la production doit être vendue, soit pour payer les dettes et honorer les accords du « varo-maitso ».

La majorité des constructions sont, soit en terre battue soit en briques en terre (en briques cuites pour les ménages de classes moyennes et les riches minoritaires). Les toitures sont généralement en chaume et les maisons dépourvues de confort, d'hygiène et de sécurité. L'eau courante et l'électricité n'existent pas. Les latrines sont utilisées et mal entretenues.

PHOTO N° 5: TYPE DE CONSTRUCTION DANS LE FOKONTANY DE BEMASONDRO



Source : Cliché de l'auteur, Septembre 2018

1- Catégorisation sociale et économique de la population de la zone étudiée

L'analyse des résultats des enquêtes auprès des 100 ménages, nous permet de distinguer quatre catégories de ménages selon les conditions de vie :

-1 ère catégorie: Les ménages riches appelés « manan – katao » environ 3 % de la population, vivant dans des grandes habitations en dur avec des toits en tôle, disposant de confort, de sécurité et d'hygiène. Des bâtiments à part servent de d'habitation pour les animaux (bœuf, porc, volaille.)

Ces familles possèdent des moyens de production mécanique comme le tracteur.

-2ème catégorie : Les ménages de condition de vie moyenne appelés « antonony » environ 15% de la population. Ce sont des familles plus ou moins aisées habitant dans des maisons en dur plus ou moins modérées, de toit en tôle, dormant dans des lits avec des matelas en éponge, disposant des ustensiles et vaisselles complètes et possédant des moyens de production un peu moderne comme les bœufs avec des charrettes, des charrues ou sarcleuse.

Pour les travaux agricoles, ces derniers louent des salariats journaliers.

-3ème catégorie : Les ménages pauvres à faible revenu ou appelés « sahirana » environ 40% de la population vivant dans des maisons à terre battue à toit de chaume, dormant dans des lits en bois avec matelas fait de paille et les équipements de cuisine simple et des vaisselles à usage journalier. Le seul moyen de production dont ces familles possèdent c'est l'angady.

-4ème catégorie : Les ménages très pauvres ou indigents appelés « mpitrongy vao homana » environ 45 % de la population, se trouvant dans des conditions de vie misérable car vivant avec les quelques volailles qu'ils possèdent dans des maisons traditionnelles plus petites, démunies d'hygiène et de confort, à terre battue, à toit de chaume et dormant à même le sol sur une natte. Ces familles ne disposent d'aucun moyen de production mais vivent du salaire journalier « sarakatsaha ». Elles cherchent au jour le jour le repas.

CHAPITRE III.

DES INDICATEURS ECONOMIQUES EFFRAYANTS

D'après Yves Lacoste, le sous - développement est un déséquilibre entre, une croissance démographique forte et une économie stagnante. Et la croissance économique c'est l'augmentation de la production pendant une période déterminée. Dans un pays comme Madagascar où le secteur primaire occupe une place prépondérante et près de 97 % de la population rurale comme à Inanantonana tirent en partie leurs moyens de subsistance par l'agriculture, l'agriculture devrait être le moteur de la croissance économique.

I. Une économie agricole en stagnation et en déséquilibre

1. Une agriculture d'autoconsommation

A Inanantonana, l'activité principale des 90 % de la population est l'agriculture. Le secteur secondaire est quasi - inexistant. Le secteur tertiaire comme le transport et le commerce de gros sont monopolisés par les collecteurs. Le commerce en détail n'occupe qu'une infime partie de la population.

Dans la Commune, le riz constitue l'aliment de base et l'unique source de revenu. Or la production est insuffisante en terme de qualité et quantité car n'arrive pas à satisfaire les besoins annuels et quotidiens de la plupart des ménages et sa contribution financière est moindre. Aussi, les autres produits comme le maïs ou manioc sont destinés à l'auto - consommation surtout en période soudure (à partir du mois de février) en attendant la récolte du « vary afara » en septembre.

La riziculture fournit deux récoltes par an : le mois d'avril et mai appelés : période du « fararano » pour le « vary afara » et le mois de décembre pour le « vary aloha ». Les travaux agricoles débutent en mois de juillet pour le « vary aloha » et en mois de juin pour le « vary afara ».

D'après le tableau n°4, les principales productions de la Commune sont le riz, le manioc et le maïs et le rendement est assez moyen, il est de 2 t/ha pour le riz et de 4 t/ha pour le manioc malgré la pratique de la riziculture à deux saisons. Selon les enquêtes effectuées auprès des ménages, la moitié de la production est à vendre lors de la récolte et la moitié sert à couvrir la nourriture pendant l'année. Néanmoins, une partie de la nourriture est destinée à vendre en cas de besoin.

Tableau n°4. Evolution de la production dans la Commune d' Inanantonana comparée à celle de Betafo et d' Ambohimasina

PRODUCTION	SUPERFICIE (Ha)			RENDEMENTS (Tonnes/ Ha)				
	INANANTONANA		AMBOHIMASINA 2017	BETAFO	INANANTONANA		AMBOHIMASINA 2017	BETAFO
	2004	2017		2017	2004	2017		2017
RIZ PLUVIAL		2900		20170		2,9		2,2
RIZ TANETY	4812	200	1641	739	7	2	2,9	0,9
MAIS	1110	1150	510	11109	5	1,2	1,03	1,4
HARICOT	410		185	395	3		0,8	1,08
PETIT POIS	120				3			
POMME DE TERRE	16		90	1381	3		7,7	10,4
MANIOC	3528	3878	1014	5318	9	4	7,4	5,2
PATATE DOUCE	35		36	575	6		8	2,8
TAROT	7		33	30	3		10	3,3

Source : Enquête personnelle, septembre 2018

En effet, la superficie cultivée en générale est de petite taille et ne cesse de décroître. Si, en 2004, la superficie rizicole est de 4812 Ha à Inanantonana, en 2017, elle diminue de 3100 Ha et est largement inférieur à celle de Betafo qui atteint les 20170 Ha. Selon l'EPM en 2010 la superficie économique moyenne exploitée est de 1,4 Ha au niveau national.». Par rapport aux surfaces économiques moyennes au niveau national, celles du Vakinankaratra sont inférieures. Cette superficie économique exploitée se trouve à 84% dans la catégorie des petits exploitants agricoles. Dans le district de Betafo par exemple, la majorité des exploitations agricoles est entre les mains des petits exploitants qui ne possèdent qu'en moyenne 0,8 Ha de terre et à Inanantonana, 0,5 ha « Comme la terre est généralement héritée à parts égales au sein des fratries, il suffit de quelques générations pour qu'une étendue de terre autrefois suffisante pour subvenir aux besoins d'une famille sur toute

l'année devienne si morcelée qu'elle suffit à peine pour quelques mois »³. Dans un souci de profit ou de d'autosubsistance, les ménages ont recours au « faire-valoir indirect » c'est-à-dire le métayage ou en fermage pour se procurer d'autres surfaces à cultiver. Le métayage dite ampahatelo est de plus en plus répandu à Betafo, un contrat par lequel « un tiers » de la production revenait au métayer. Cette situation profite aux propriétaires par le partage inéquitable des récoltes. Les métayers se trouvent alors dans une situation difficile, voire précaire, puisqu'une grande partie de la récolte revient au propriétaire et les capacités de production et les rendements sont extrêmement faibles.

Si en 2004, le rendement rizicole à Inanantonana est de 7 tonnes à l'hectare pour 10419 personnes, après une décennie, il a dégringolé de 2,9 tonnes à l'hectare pour 22300 personnes. On signale donc le déséquilibre sans cesse croissant entre population et ressource. Car la population augmente chaque année alors que la quantité de production diminue. L'économie à Inanantonana est donc une économie d'auto – consommation, une économie qui n'a pas encore dépassé le stade de l'auto – consommation. La vente des produits agricoles et élevage ne semble pas une priorité tant que les ménages en manquent. Pourtant, quelquefois, il leur arrive de vendre certains produits pour gagner un peu d'argent.

2. Un élevage traditionnel

La Commune d'Inanantonana compte un cheptel de 4350 zébus à la fois signe de richesse et moyen de production pour les travaux des champs et le transport des produits et des engrais.

L'élevage porcin est peu développée et aussi une parmi les activités pratiquées génératrices de revenus à Inanantonana. Mais l'engraissement de ces bêtes s'avère difficile faute de couverture sanitaire fiable du fait de l'inexistence de service d'élevage déconcentré. La peste porcine africaine sévit dans la région, ce qui a réduit considérablement le nombre du cheptel porcin.

Quant aux volailles, chaque famille possède des poulaillers très élémentaires.

L'aviculture de type familial et traditionnel

³ FREEMAN et al, 2010, " Rapport principal, EPM", INSTAT, DSM, Antananarivo, p81

L'élevage constitue une forme d'épargne et un appoint alimentaire pour la période de soudure. En général, l'élevage rencontre des difficultés d'approvisionnement en produits vétérinaires.

II. Des infrastructures économiques sous - développées

Les infrastructures économiques, ont la caractéristique de participer au processus productif et l'insuffisance des infrastructures économiques diminue les performances en matière de croissance et de réduction de pauvreté. D'un point de vue général, l'infrastructure englobe l'ensemble des équipements collectifs durables pour l'aménageant et le territoire: routes, ports, aéroports, pont, voies ferrées, ...

Inanantonana se caractérise par des déficiences importantes au niveau des infrastructures routières. Les routes et les pistes rurales sont en mauvaise état et ne sont praticables qu'en 4*4 ou camion même en période de saison sèche. Ce qui entraîne l'enclavement des fokontany. Or, une meilleure infrastructure de transports faciliterait à la fois l'accès et l'intégration au marché et par contre, réduirait la variabilité des prix.

En effet, la dégradation des voies de communication et l'absence de la concurrence dans le transport commun empêchent les paysans à défendre leur intérêt face aux prix imposés par les collecteurs en période de récolte car les collecteurs sont les opérateurs de l'échelon intermédiaire entre les riziculteurs et les grossistes qui imposent les prix.

L'absence de fluidité de la circulation des biens (des lieux de production vers les marchés) causée par la déficience des infrastructures routières et la non – maîtrise par les agriculteurs des moyens techniques de stockage tend à profiter aux collecteurs à maintenir une situation de rente et de spéculation dans le secteur surtout rizicole. En effet, dans la commune, seuls les collecteurs détiennent un lieu de stockage de produits qui seront par la suite, acheminés par leurs camions vers Antsirabe et vendus en gros « *les transports – collecteurs renforcent les interrelations villes – campagnes. Etre transporteur, c'est pouvoir s'enrichir et disposer des sommes importantes pour envisager la pluriactivité* ». ⁴

Les infrastructures d'irrigation telle que les barrages sont aussi un handicap pour le développement de la commune car la plupart des problèmes aussi sont liés aux problèmes de gestion d'eau. Inanantonana dispose d'un barrage et de quatre ponts en mauvais état.

⁴ RAMAMONJISOA (J.), 1982, « Le processus de développement du Vakinankaratra : Hautes terres malgaches, Thèse de doctorat en géographie, université de Paris I Sorbonne, 693p.

III. Des techniques de production archaïques

Malgré les politiques de vulgarisation culturale existants depuis quelques années dans la Commune rurale d'Inanatonana, la technique traditionnelle est toujours maintenue. A part la technique culturale, les matériaux utilisés sont archaïques : la bêche, la charrue, les faucilles sont les principaux moyens. La motorisation est encore méconnue de la commune. Quant à l'apport des engrais dans les cultures, l'engrais chimique n'est à la portée que de peu d'agriculteurs. Aussi, les rendements agricoles de riz, de maïs, de manioc agricole diminuent à cause de la baisse du niveau des intrants fertilisants utilisés.

Le niveau de mécanisation de la commune est encore très faible. Les ménages ruraux qui sont propriétaires de tracteurs sont proches de 3 %, les cultivateurs qui possèdent des équipements pour traction animale telles que les charrues, les charrettes et les herses pour zébus sont de 40%. Néanmoins, les pauvres comptent moins sur les bœufs ou sur un équipement agricole pour améliorer la productivité de la main d'œuvre agricole. Pour eux, le labour est fait à la main.

IV. Un revenu faible

A Inanantonana, le revenu se caractérise surtout par la valeur de la production agricole c'est-à-dire la production auto consommée et les ventes

1. Les revenus agricoles

Les sources de revenu ne montrent pas de grande dynamique car ne cesse de diminuer. Durant plusieurs années, la culture principale source de revenu n'a pas changé dans la commune et concerne la production de riz. Si, au début, la riziculture est arrivée à maintenir son rôle à la fois vivrier et commercial. Actuellement elle est en train de perdre sa place tant du point de vue consommation que sur le plan amélioration de l'économie de la zone. Dans l'ensemble, les besoins en riz des agriculteurs de la zone étudiée ne sont pas toujours couverts par la production locale lors de la soudure. En effet, 60% des ménages ne parviennent plus à subvenir à leurs besoins annuels en riz par leur propre production surtout pendant la période de soudure ou « fahavaratra » alors qu'au moment de la récolte, la production de riz abonde.

La population de la Commune rurale d'Inanatonana se trouve dans une situation d'appauvrissement totale. Si le revenu annuel moyen d'un ménage rural malgache est estimé à 740.000Ariary en 2016, 40 % de la population d'Inanatonana ont un niveau de

revenu très bas, inférieure à un dollar par jour (*). Il est impossible d'obtenir une alimentation adaptée du point de vue nutritionnel et de satisfaire les besoins de base non alimentaires. Si les revenus des cultures sont de 260.000 Ariary pour le quintile le plus pauvre (INSTAT, 2003) à Madagascar, à Inanantonana, certains ménages n'atteignent même pas les 200 000 Ariary.

Le déficit budgétaire des ménages est l'un des manifestations de la pauvreté. En effet, les paysans sont obligés de vendre à bas prix aux collecteurs leurs productions (riz, ...) à titre d'exemple, le prix du paddy au moment de la récolte est de 500 Ariary, mais en revanche, ils achètent chers les produits finis (PPN, ustensile de cuisines, les outils d'équipements...) aux mêmes collecteurs faute de moyens financiers nécessaires pour les évacuer ailleurs à des prix favorables. Aussi, au moment de la période de la soudure, les paysans rachètent chers les aliments pour combler le manque et le prix devient 1200 Ariary pour le paddy. D'ailleurs, ces collecteurs ont le monopole du marché, du transport et fixe le prix. Cette baisse de prix au producteur est décourageante pour les paysans et est défavorable au revenu rural.

2. Les revenus extra - agricoles

Les salaires agricoles réels ne sont pas les mêmes pour chaque communauté rurale. A Inanantonana, ils sont les plus bas : le salaire journalier d'un travailleur « sarakatsaha » qui est 3000 Ariary / jour et de 1500 Ariary pendant la période de soudure ne lui permet même pas d'acheter 1kg de riz. Ces salaires sont par contre les plus élevés dans les hautes terres centrales, car pendant la période de soudure, le salaire journalier vaut 2,9kg de riz à l'échelle nationale. Etant donné la grande taille des familles en milieu rural, ceci illustre la difficulté des ménages qui dépendent uniquement du salaire agricole en période de soudure. De cette étude, on peut donc conclure que l'économie rurale d' Inanantonana n'affiche aucun dynamisme et est source de pauvreté persistante. Les conditions de vie des paysans deviennent de plus en plus vulnérables.

Exemple de Typologie de revenu des ménages à Inanantonana

A – Ménages à budget déficitaire : ce sont :

- Les ménages dont le revenu journalier provient du « sarakatsaha » et ne dépasse pas 1\$ par jour car de l'ordre de 2000 Ariary et de 1500 Ariary en période de soudure, soit 547 500 Ariary par an.
- Les ménages dont la seule source de revenu est l'agriculture. En général la moyenne annuelle des revenus agricoles pour les ménages ruraux enquêtés s'élève à 640 000 Ariary soit 1700 Ariary par jour et est largement inférieur au revenu annuel moyen de ménage rural malgache estimé à 740.000Ariary en 2016 et 1700 Ariary par jour

PHOTO N°6 : DES JEUNES DU FOKONTANY D'ANTANETY SUD AU RETOUR DU « SARAKATSAHA »



Source : Cliché de l'auteur, septembre 2018

B- Ménages à budget équilibré auto – suffisant alimentaire mais sans épargne: ce sont :

- Les ménages qui ont des sources de revenu autre que l'agriculture. Exemple :
 - Les petits commerçants (épicerie) dont le revenu par mois s'élève à 25000 Ariary par mois soit 300 000 Ariary par an en plus des revenus agricoles de 640 000 Ariary par an soit un revenu net de 940 000 Ariary par an.
 - Les fonctionnaires qui touchent des salaires par mois.
 - Les personnels de la commune.

C- Ménages à budget excédentaires ce sont :

- Les ménages qui sont dans la pluriactivité comme les collecteurs. Ils gagnent annuellement, 56 000 000 Ariary pour les produits agricoles, 13 000 000 Ariary pour l'élevage, 46 950 000 Ariary pour le transport et 16 800 000 Ariary pour le commerce en gros soit un total net de 132 750 000 Ariary par an.

PHOTO N° 7: EXEMPLE DE MAISON DE COLLECTEUR A INANANTONANA



Source : Cliché de l'auteur, septembre 2018

V. L'insécurité grandissante

La Commune rurale d'Inanantonana souffre en permanence des problèmes d'insécurité dus aux vols sur pied incessants. Ce qui est un obstacle au développement économique et social de la commune rurale car les paysans sont démotivés. Ces vols concernent surtout les produits dans les champs, les volailles ou les poissons dans les rizières surtout la nuit et dont la majorité n'est pas déclarée.

Les actes des « dahalo » existent mais Inanantonana ne figure pas dans la liste des zones rouges et la plupart des bœufs volés ne sont pas déclarés.

En effet, l'enclavement du à la dégradation des routes et des pistes rurales, l'éloignement entre les fokontany qui peut s'échelonner de 8 à 15 km sont les grands problèmes qui favorisent l'insécurité dans la Commune rurale. La plupart des routes dans la commune sont tellement mauvaises et ne sont praticables qu'en 4*4 ou camion. Certains fokontany sont pratiquement isolés pendant les saisons pluvieuses. Selon notre enquête, ce sont les zones les plus éloignées qui souffrent le plus des problèmes d'insécurité.

En outre, l'éloignement des forces de l'ordre par rapport aux fokontany ainsi que leur insuffisance sont aussi des facteurs qui aggravent l'insécurité. La Commune dispose d'un poste avancé de gendarmerie avec 6 gendarmes. Ce qui est très faible par rapport au nombre de la population car le rapport est de 1 gendarmes pour 3000 habitants. Aussi, ces forces de l'ordre ne disposent pas de moyen de locomotion, alors, s'il y a une attaque de « dahalo », les forces armées arrivent naturellement en retard. Dans la plupart des cas, la corruption sévit entre les voleurs de bœufs et les éléments de la gendarmerie.

Néanmoins, la Commune ne reste pas les bras croisés pour combattre l'insécurité. La population a établi un système de quartier-mobile pour la surveillance qui sont au nombre de 5 par fokontany. Pour d'autres, la méfiance aux forces de l'ordre les entraînent à payer les services de sécurité des JHAMA qui sont au nombre de 10. Il arrive aussi des périodes où les jeunes hommes ne dorment pas mais veillent pendant la nuit.

Le tableau ci – dessus nous montre les statistiques des vols et vols de bœufs déclarés dans la Commune

Tableau n°5. Statistique concernant les vols dans la Commune

CAS	VOLS DE BOEUF	VOLS ORDINAIRES
NOMBRES	05	50
NOMBRE DE BŒUFS VOLES	30	
NOMBRE DE BŒUFS RECUPERES	20	
NOMBRE DE « DAHALO » ARRETES	-	

Source : Monographie de la commune, 2017

Selon les données recueillis auprès de la gendarmerie, il a été recensé durant l'année 2017, 5 cas de vols de bœufs. Le nombre total de bœufs volés est de 30 dont 20 récupérés grâce à l'effort du fokonolona en collaboration avec les forces de la gendarmerie. Par contre, aucun « dahalo » ne soit arrêté. Ce qui montre, le degré de corruption élevé entre

les « dahalo » et les éléments de la gendarmerie. Le nombre de vols ordinaires s'élève à 10. Notons que ces chiffres ne correspondent pas à la réalité sur terrain dans chaque fokontany car concernent surtout le chef – lieu de la Commune. Les fokontany éloignés restent sans déclaration faute de communication.

D'après notre enquête, l'insécurité est le résultat de la pauvreté et de la délinquance juvénile car les jeunes qui quittent l'école et qui n'ont pas de travail sont attirés par la drogue et deviennent des voleurs.

On peut dire que l'obstacle pour le développement des paysans dans la Commune est dû à la faible production qui entraîne la pauvreté économique et la malnutrition . Sur le plan éducatif et sanitaire, on a l'insuffisance des infrastructures qui entraîne l'analphabétisation de grand nombre de la population rurale et empêche le développement social. Aussi, l'insécurité et le revenu faible des paysans leurs empêchent d'améliorer leur activité. Tout cela entraîne un retard de développement de la Commune. Cette deuxième partie sera consacrée à l'analyse des initiatives publiques et privés pour combattre le sous – développement de la Commune.

Deuxième partie : DES PERSPECTIVES DIFFICILES POUR LE DEVELOPPEMENT DE LA COMMUNE RURALE D'INANANTONANA

A Madagascar, la pauvreté rurale est très marquée dans les Communes rurales. Parmi les principaux objectifs de développement local on trouve en premier lieu, la mobilisation de toutes les potentialités dont dispose un territoire donné pour dynamiser les activités productives et améliorer le niveau de vie des citoyens de ce même territoire. En deuxième lieu, il s'agit de l'élaboration des projets de développement local qui crée une synergie entre : les potentialités de ce territoire à savoir les ressources agricoles, culturelles, écologiques, ses ressources humaines (dynamisme et qualification, esprit d'entreprise et richesses culturelles des populations locales) et son insertion dans les orientations de l'aménagement du territoire(infrastructures économiques et communication, grandes orientations économiques). Cette partie sera consacrée à l'évaluation de la pertinence d'un instrument stratégique du développement local qu'est le PCD sur l'amélioration du cadre et des conditions de vie des populations et aussi, aux contributions que peuvent apporter les ressources financières de la Commune ainsi que les projets de développements ruraux au lutte contre le sous-développement notamment le FID et les autres partenaires techniques.

CHAPITRE VI.

DES INTERVENTIONS PUBLIQUES ET PRIVEES LIMITEES

La mise en œuvre d'un programme de développement rural peut être un moyen pour combattre le sous – développement et le problème d'inégalité dans le monde rural. Dans ce cadre, la mobilisation des volontés locales s'avère efficace pour corriger les grands déséquilibres géographiques et socio-économiques du pays. Il est associé à un développement du territoire favorisant les besoins et les aspirations des habitants locaux.

I. La Décentralisation et le PCD

A Madagascar et spécialement dans les Communes rurales, les interventions publiques en matière de développement se manifestent surtout dans le cadre décentralisation. Ce processus de décentralisation a connu une évolution au fil des années mais le transfert de compétences et de pouvoirs décisionnels en matière de planification et de gestion de projet de développement aux CTD ainsi que les allocations des ressources ne s'est fait qu'à partir de 2002 c'est-à-dire lors de la troisième république misant sur le principe de décentralisation effective « kaominina fototry ny fampanandrosoana » ou commune : base du développement » et suite à l'élection des maires au suffrage universel direct.

Il s'agit donc de déléguer les pouvoirs au niveau des différents CTD et de leur allouer des ressources dans le but de promouvoir le développement local. L'un des points qui avait caractérisé ce processus de mise en œuvre de la décentralisation était la possession par les Communes du document de PCD qu'elles ont-elles mêmes conçu et élaboré. Les projets prioritaires inscrits dans ces PCD, ont été financés par le FID qui a été mis en place avec le concours de la Banque Mondiale. En 1999, le FID avait pour finalité de contribuer à la réduction de la

Inclusif et durable puis en 2001, il s'est transformé en Fonds de Développement Communal et d'appui à la décentralisation. Le PDC transfère donc des fonds directement aux communes afin qu'ils puissent réaliser des projets et activités prioritaires de leur Plan Communal de Développement (PCD). Cette composante est une expérience pilote, couvrant néanmoins l'ensemble du territoire et finançant des communes dans les six Provinces de Madagascar. C'est à partir de ses fonds social des transferts directs de budget

d'Investissement dans la commune que les projets peuvent être faits et la Commune sélectionnée fera une convention de financement pluriannuel avec le FID, en vertu de laquelle elle recevra chaque année pendant la durée de la convention un financement à condition que les toutes les conditions de transfert spécifiées dans la convention soient remplies.

Le Plan Communal de Développement, constitue un outil de gestion de développement de la Commune en termes de planification et de coordination des actions de développement. Ce Plan Communal de Développement doit répondre aux besoins de la population de la commune tout en voulant être en cohérence avec le « Plan Régional de Développement » qui est le document de référence en matière de politique générale de développement d'un pays. C'est aussi un plan d'orientation stratégique établi par une commune. Il définit les objectifs et le cadre décennal des actions prioritaires envisagées par la municipalité et la population. En définitive, le plan repose sur un effort pour allier, au maximum, les volontés des agents économiques et sociaux et pour porter réponse aux intérêts des citoyens.

1- L'élaboration du PCD

La Commune rurale d'Inanantonana a reçu en Septembre 2001, le financement du FID IV, volet « Projet de Développement Communautaire », composante Renforcement des Capacités en vue de l'élaboration de son PCD. Il s'agit d'un financement de 17 490 000 Fmg .

Le PCD d'Inanantonana est le produit des différents travaux comprenant plusieurs étapes telles que :

1- Une campagne de sensibilisation, de communication et d'information à multi niveaux

2- Une Consolidation de la méthodologie d'intervention entre les conseillers de développement au sein de la Commune, encadreurs techniques, les représentants des et l'équipe communale elle-même

3- Une restructuration de la communauté villageoise (niveau Fokontany) suivie d'une mobilisation du Comité de Développement Communal qui est au nombre de 30 car chaque FKT est représenté au moins par une personne et le quota a été déterminé selon le nombre d'électeurs par fokontany. Inanantonana compte neuf fokontany en 2002.

4- Une session de formation thématique: technique d'évaluation rurale participative, montage et gestion de projet, budget communal, législation communale.

5- Un diagnostic participatif au sein des villages, auprès des Associations et auprès des personnels administratifs de la Commune.

6- Une identification des projets villageois.

7- La finalisation du PCD par la tenue d'un atelier communal.

Pour la Commune d'Inanantonana, trois entités ont participé à l'élaboration de son PCD à savoir : sa population qui est la première intéressée par le développement communal ; les membres du Comité de Développement Communal (CDC) représentant leurs communautés respectives et l'ONG Manampy en tant que partenaire relais chargé de la formation des membres du CDC.

2- Les problèmes de la Commune en matière de développement

Dans le domaine social:

- 1- Face à la croissance démographique, les infrastructures éducatives sont insuffisantes ou en mauvais état : beaucoup de fokontany ne disposent pas d'EPP, le nombre des instituteurs est faible et les salles de classe insuffisantes.
- 2- La commune n'a pas de CEG et de Lycée.
- 3- Les parents d'élèves sont pauvres pour payer les salaires des enseignants FRAM.
- 4- La commune ne dispose que d'un CSBII et d'une maternité en piteux état. Les médicaments et les personnels médicaux manquent. En cas d'hospitalisation, les malades sont évacués soit à Ankazomiriotra ou à Betafo.
- 5- Face aux actes des « dahalo » et des vols sur pied incessants, les agents de sécurité sont insuffisants.

Dans le domaine économique:

- 6- On assiste à la dégradation des infrastructures depuis des années. Cette situation a engendré de lourdes conséquences et des contraintes sur la vie de population. Les routes reliant les six fokontany ainsi que les pistes rurales sont défectueuses et ne sont pas entretenues. Elles sont impraticables pendant les saisons des pluies.

- 7- La commune et les fokontany ont des problèmes de marché pour vendre leurs produits agricoles.
- 8- Les échanges commerciaux sont faibles.
- 9- Les produits phytosanitaires et vétérinaires manquent et coutent chers. De même, les techniciens ou vétérinaires sont insuffisants.
- 10- Les infrastructures économiques comme les barrages et les ponts sont inexistantes, les sources d'eau sont éloignées et ne sont pas exploitées rationnellement.
- 11- L'agriculture reste traditionnelle, la production faible et la population pauvre.
- 12- L'électricité manque.

Dans le domaine environnemental:

- 13- Les feux de brousse et le déboisement sont incontrôlables.
- 14- L'érosion menace la commune.

Dans le domaine culturel:

- 15- Les infrastructures culturelles pour les loisirs et les distractions sont insuffisantes.

3- Les solutions proposées par le Plan Communal de Développement

Plusieurs solutions sont avancées dans le PCD :

- 1- Education : Mise en place d'un système éducatif au profit de tous
- 2- Santé : Amélioration de la santé de la population et renforcement des capacités technique du corps médical
- 3- Economie : Développement des infrastructures économiques au niveau de la commune, développement de l'agriculture et l'élevage et développement du marché et de l'épargne
- 4- Sécurité : Renforcement de la sécurité dans la commune
- 5- Environnement : Protection et conservation de l'environnement.

4- La réalisation du PCD

Disposant de son PCD, la Commune rurale d'Inanantonana avait reçu le financement FID IV « volet PCD, composante Financement Direct des Commune » le 5 septembre 2002, lui permettant ainsi de réaliser les projet et activités prioritaires de son PCD.

La Commune rurale d'Inanantonana avait figuré parmi les dix premières Communes pilotes de Madagascar ayant pu bénéficier de ce financement. Il s'agit d'un financement annuel de 5 USD eq .par habitant.

La réalisation du PCD est surtout axée sur les infrastructures sociales comme la construction et réhabilitation d'EPP ou CEG, l'électrification et le renforcement de la capacité : éducation des adultes, éducation sur l'environnement, au cours de la première année.

La deuxième année, l'effort se concentre sur la création des infrastructures économiques comme les barrages, les ponts et la formation en engrais compost.

La troisième année porte sur la construction de l'hôpital et l'adduction en eau potable..

II. Les réalisations par rapport aux objectifs du PCD

Les réalisations du PCD sont mesurées dans le tableau ci - dessous

Tableau n°6. Evaluation des réalisations par rapport aux objectifs

OBJECTIFS DANS LE PCD	DEFINIS	ATTEINT	PAS ENCORE ATTEINT
Axe 1 : Education			
Mettre en place un système éducatif bénéficiant à tous		Atteint à 80%	
Axe 2 : Santé			
Améliorer la santé et renforcer les capacités techniques du corps médical			x

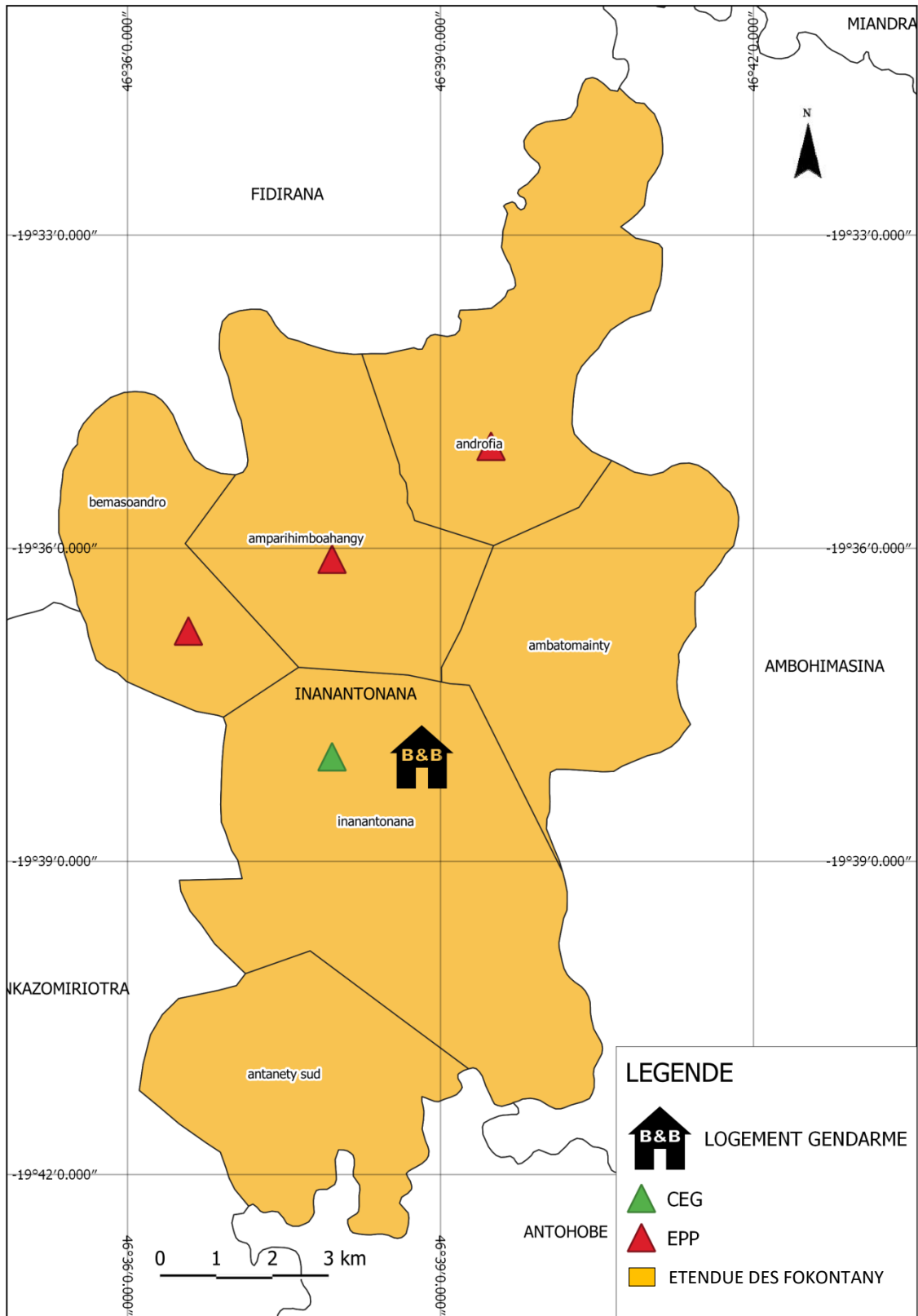
Axe 3 : Economie		
Développer les infrastructures routières, contribuer au développement de l'agriculture et l'élevage	Atteint à 5%	
Axe 4 : Social		
Mettre en place un système d'information, d'éducation et de communication		x
Axe 5 : Sécurité		
Renforcer la sécurité dans la commune	Atteint à 50%	x
Axe 6 : Environnement		
Contribuer à la protection et à la conservation de l'environnement	Atteint à 50%	

Source : Conception de l'auteur, janvier 2019

Le tableau accuse une faiblesse des réalisations surtout dans le domaine économique et social qui n'atteint même pas 6 %.

Seul, l'éducation montre une réalisation de 80%. Par contre, l'insécurité et l'environnement est atteint à 50 %. Ce qui en général montre la limite et l'échec du PCD que ce soit en termes de développement social ou économique. En effet, les réalisations du PCD sont insignifiants et le développement inachevé.

Croquis n°4. L'insignifiance des projets réalisés dans le cadre du PCD de 2002



Source : Arrangement de l'auteur, Janvier 2019

Les conséquences sociales et économiques des stratégies mises en œuvre sont moindres et les apports du PCD par rapport aux besoins et attentes des communautés sont faibles. En effet, les projets n'ont conduit ni au développement souhaité ni enrayé le sous – développement persistant dans la commune. En effet, les résultats sont limités.

Dans le domaine social :

Si auparavant, une grande partie des enfants ne sont pas scolarisés, les analphabètes augmentent, la qualité de l'Ecole Primaire Publique médiocre, les instituteurs insuffisants et le Collège d'Enseignement Secondaire n'existe pas.

Le PCD a permis la création d'Ecoles Primaires Publiques notamment à Antanetikely Malaza, Bemasoandro et Amparitimboahangy et du Collège d'Enseignement Général à Inanantonana. Aussi, il a contribué à la réhabilitation de l'EPP d' Androfia et à la réalisation d'une campagne d'alphabétisation fonctionnelle.

On assiste donc à une amélioration de l'accès de la population à l'éducation notamment, le taux de fréquentation des EPP 200 au lieu de 70. Certains élèves ne sont plus obligés de poursuivre leurs études hors de la commune (soit à Betafo soit à Ankazomiriotra) après le CEPE. Ce qui a réduit considérablement les charges des parents.

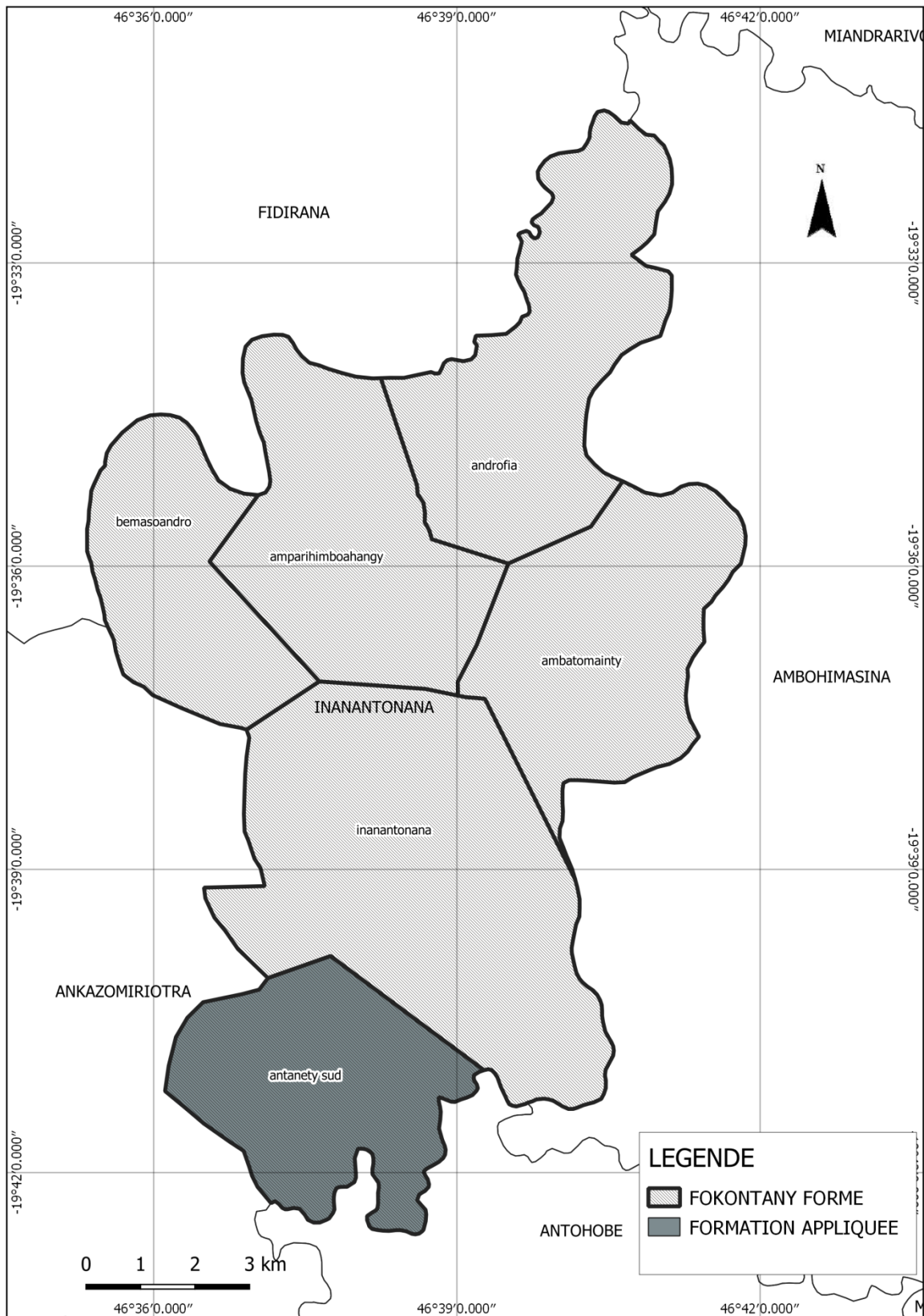
Le taux de réussite aux examens augmente, l'effectif des enseignants recrutés surtout par le FRAM se renforce et le nombre des analphabètes diminue.

Dans le domaine de l'économie :

La Commune d'Inanantonana pratique encore une agriculture traditionnelle avec des techniques de production rudimentaires et un rendement faible. Les techniciens, les produits phytosanitaires et vétérinaires et les infrastructures économiques (routes, barrages, ponts...).manquent.

Avec le PCD, les agriculteurs des neufs fokontany ont pu bénéficier de la formation en « engrais compost » mais les techniques ne sont pas appliquées et seul, les agriculteurs d'Antanety Sud utilisent l'engrais et connaissent une production abondante. Donc, la production est restée faible dans la majorité des cas.

Croquis n°5. Le fokontany ayant appliqué la formation en engrais compost



Source : Arrangement de l'auteur, Janvier 2019

Dans le domaine de la sécurité :

Face à la recrudescence des actes de « dahalo », des vols sur pieds et l'insuffisance de l'effectif des agents de sécurité, le PCD a permis la dotation de logement de gendarmes. Ce qui a entraîné une augmentation du nombre des forces de l'ordre et renforcé ainsi la sécurité de la commune.

Dans le domaine de l'environnement :

Face à la dégradation de l'environnement, des forêts et des feux de brousse incontrôlés, le PCD a conduit à l'augmentation de la superficie reboisée.

Plusieurs projets prioritaires pour le développement économique de la commune ne sont pas réalisés comme l'électrification, la construction du centre d'approvisionnement agricole, des ponts, des pistes, des marchés et des barrages. Il en est de même pour les projets impactant directement sur la vie de la population comme l'hôpital et le CSB1.

Le PCD est loin de contribuer au développement rural durable et stable. Les apports du PCD dans le contexte socio – économique

III. Les apports du PCD dans le contexte socio – économique

Comme ce chapitre a pour objectif de savoir la part du PCD dans la lutte contre la pauvreté et le sous – développement de la Commune d'Inanantonana, la définition et l'analyse de ces quelques indicateurs susceptibles de nous orienter dans notre recherche s'avère utile. Ces indicateurs ont été choisis de par leur aptitude à révéler la pertinence du PCD dans la lutte contre le sous – développement. .

1- Modélisation des indicateurs de suivi évaluation du PCD de la Commune rurale d’Inanantonana

La méthode proposée par Henri P. Josserand ²⁵ nous a beaucoup inspirée du faite qu’elle parait la mieux appropriée pour l’étude approfondie de cette commune rurale d’Inanantonana. Ces trois fokontany ont été choisis par rapport au degré de réalisation du PCD.

Tableau n°7. Evaluation des indicateurs de suivi dans trois fokontany

INDICATEURS	APPRECIATION PAR			MOYENNE GENERALE
	FKT			
	Inant	A/sud	Bem	
SOCIAUX				
Degré de cohésion de la COBA :				
- Degré de participation et d’adhésion	5	10	3	6
- Confiance au CDC (cellule de projet et programme)	5	7	2	4
Degré de responsabilisation des CDC (cellule de projet et programme)				
- Capacité de sensibilisation				
- Confiance à l’autorité locale	5	10	3	6
- Relation avec le FID	5	7	2	4
- Relation avec les entreprises	3	3	3	3
	3	10	3	5
Les membres de la Cellule de Projet et Programme				
- Capacité technique et organisationnelle	3	7	2	4
Scolarisation				
- Accès au service scolaire	7	7	7	7
- Infrastructures scolaires (salles, enseignants...)	3	3	3	3

⁵Aide memoires to USAID / Madagascar and Partners –Community Based Natural Resource Management in Madagascar ,Associates in Rural Development (ARD ,Inc -), December 30, 2001 –version 3 .

- Taux de réussite aux examens	7	7	7	7
- Degré de satisfaction des usagers et amélioration des conditions de vie	5	5	5	5
Santé				
- Accès au service sanitaire	3	3	3	3
- Infrastructures sanitaires (salles, lits, médecins...)	3	3	3	3
- Degré de satisfaction des usagers et amélioration des conditions de vie	5	5	5	5
Insécurité				
- Accès au service de sécurité	5	5	5	5
- Infrastructures				
- Degré de satisfaction des usagers et amélioration des conditions de vie	3	3	3	3
	3	3	3	3
ECONOMIQUES				
Sources de revenus	2	2	2	2
Augmentation de la production	3	3	3	3
Pressions externes : exploitation des riches collecteurs	2	2	2	2
CULTURELS				
Emprise de la tradition	5	5	2	5
Solidarité (Fihavanana)	3	7	3	4
Ouverture à la modernité	3	3	3	3
POLITIQUES				
- Institutionnelles (impact des décisions au niveau des COBA)	5	5	5	5
- Décentralisation et rôle	2	2	2	2

de l'Etat (service déconcentré de l'Etat.)				
- Conflits politiques	2	2	2	2
- Rôle du FID	5	5	5	5
- Synergie des actions des différents acteurs : Etat, FID, société civile et CTD	2	2	2	2
TOTAL MOYENNE	108	136	94	112
	3,8	4,8	3,3	4

Grille d'appréciation :

Mauvais : 2

Non satisfaisant : 3

Moyen : 5

Satisfaisant : 7

Bon : 10

Commentaire du tableau et des indicateurs

Les indicateurs sont portés sur une grille d'évaluation allant de 2 pour un impact mauvais en remontant vers 5 et 7 pour un impact plus favorable.

Le moyenne générale des indicateur de suivi et d'évaluation est faible (4/10).

Cela signifie que les impacts des projets du PCD dans notre site d'étude sont limités pour des diverses raisons.

Résultat du diagnostic participatif

Que ce soit sur le plan social, économique, politique ou culturel, la Commune d'Inanantonana rencontre un certain nombre du facteur qu'elle devra maitriser afin de mieux asseoir un développement stable et viable.

A- DES FACTEURS SOCIAUX TENDANT A REDUIRE LES IMPACTS DES PROJETS :

- ***manque de cohésion sociale***
- ***faible degré d'adhésion et de participation***

- *baisse de motivation*
- *prise de responsabilité insuffisante*
- *déficit de l'éducation, de la santé et de l'insécurité*

Ces indicateurs constituent des obstacles pour l'atteinte des objectifs du PCD. Ils sont dus respectivement à :

- **L'incapacité technique et organisationnelle des membres de la cellule du projet /programme**

Le système de répartition et d'utilisation des fonds par les Communes ainsi que modalité de réalisation des projets et activités dictés par le FID sont très complexes (système de 10% de participation des bénéficiaires au coût total du projet reparti comme suit : 5 % à titre de contribution au coût des investissements et des activités du programme Annuel d'Investissement (PAI), à fournir en espèces, nature ou main d'œuvre, 4 % en espèces à titre de frais de fonctionnement liés à l'exécution du PAI et 1 % en espèces à verser au FID à titre de contribution au fonds d'entretien) et le niveau d'instruction des membres de la cellule de projet /programme est très faible. Si bien que, ces derniers ont des difficultés de transmettre les connaissances acquises au niveau de leur fokontany respectif, de faire des rapports : mauvais rapport ou fausse interprétation, et de sensibiliser les populations.

Aussi, la formation en notion et gestion de projet n'est pas bien maîtrisée par les membres de la cellule de projet / programme et en retour, elle n'arrive pas à organiser un appui soutenu et permanent des populations. Quelque fois, désorientés et mal assimilés de par ce qu'on leur a appris, certains membres de la cellule vont semer à leur tour la discorde et vont entraîner la population à ne pas accomplir leur part.

Par ailleurs, la faiblesse des revenus des paysans due à la pauvreté entraîne ces derniers (environ 50 % de la population) à ne pas assumer leur part en la jugeant au-dessus de leur moyen. Des irrégularités sont donc constatées dans le paiement des cotisations.

Or, à la fin du projet un constat s'impose : les 50% de participation ont suffi pour construire l'EPP. Désormais, ce malentendu a démotivé la participation de la population pour tout éventuel projet.

- **La prise en charge des enseignants/instituteurs de plus en plus insupportable**

La construction d'école ou de CEG signifie aussi dotation de professeurs; or, dans cette zone, on a négligé cette option d'où insuffisance du personnel d'éducation; Le FRAM est obligé d'engager des professeurs pour combler l'effectif enseignant. Les fokonolona sont contraints d'assurer l'hébergement, la nourriture et le paiement des salaires des instituteurs/enseignants.

La participation devient une charge pour les parents d'élèves qui sont tentés de ne plus envoyer leurs enfants à l'école.

- **Les infrastructures scolaires (salles, bâtiments) et matériels didactiques insuffisants**

Face à l'accroissement de la population scolaire, les bâtiments et salles de classe existant n'arrivent plus à accueillir les élèves. En effet, le nombre de salles de classe construite par le FID est limité à 2 salles par EPP au lieu de 5 et 3 salles par CEG au lieu de 4); la résolution du problème de la capacité de participation des parents;

Le manque du corps enseignants ajouté à l'insuffisance du nombre de salle fonctionnelle auront une répercussion sur l'enseignement et le volume horaire des cours: soit on est obligé de combiner deux classes (exemple: 11ème et 10ème, 8ème et 7ème) soit, on est dans l'obligation de réduire le nombre de cours et délaissé les autres niveaux au profit des classes d'examen.

Les enseignants sortent fatigués de leur emploi du temps trop chargé (certains n'ont même plus le temps de manger à midi); les élèves ne recevaient plus une éducation appropriée.

D'où la faiblesse du niveau associée à la baisse du taux de réussite aux examens.

B- DES FACTEURS ECONOMIQUES TENDANT A ELOIGNER DE L'OBJECTIF DU PCD

- La pauvreté et la diminution de revenus

Force nous est de constater de par notre enquête que les paysans se plaignent du bas niveau de vie et du pouvoir d'achat à cause de la diminution des revenus. Cette situation est le résultat du faible productivité expliquée par de nombreuses paramètres dont les moyens et les infrastructures de production..

En outre, la mise en œuvre du PCD s'est trouvée limitée. Et de nombreux projets qui ont des impacts directs sur les conditions économiques et sociales des ménages ne sont pas réalisés à part les infrastructures scolaires. C'est le cas des infrastructures commerciales, routières, barrages et intrants agro. Or, faute de routes, des moyens de transport appropriés et des moyens de stockage, on assiste à l'enclavement des fokontany.

Ces paysans sont obligés de vendre leurs produits sur place au gré des collecteurs qui sillonnent les fokontany au moment des récoltes ou les prix sont les plus bas. Et par contre, acheter aux mêmes collecteurs lors du marché ceux dont ils ont besoins : PPN, ustensiles de cuisine, quincaillerie....

- Les pressions économiques internes dues à l'exploitation des collecteurs

Le PCD n'a pas réussi à enrayer ou à diminuer les pressions économiques internes ou le cercle vicieux de la pauvreté qui appauvrissent la population d'Inanantonana. Au contraire, ces pressions continuent de s'exercer sur la population dont les conditions de vie ne cessent de se dégrader et le sous – développement ne cesse de s'aggraver.

C- DES FACTEURS CULTURELS CONSTITUANT DES OBSTACLES VERS LE RAPPORCHEMENT DE L'OBJECTIF DU PCD

- Le poids de la tradition

La résistance au traditionalisme a eu d'impacts négatifs sur le PCD. En effet, certaines traditions freinent l'innovation technique. La cause de l'échec de l'expérience en engrais compost dans la Commune rurale d'Inanantonana en est une preuve vivante. La majorité des paysans refusent d'employer cette nouvelle technique culturelle malgré les

savantes démonstrations des techniciens; l'unique raison est que : « ce n'est pas la manière des ancêtres ».

Bref, c'est la méfiance face à l'innovation « c'est que je suis décidé à faire telle chose que je dois subir les conséquences ». Il y a la persistance de la tendance naturelle des paysans qui les poussent à s'attacher aux attitudes et pratiques de leurs ancêtres, c'est-à-dire « continuer leurs anciennes activités et utiliser leurs anciennes méthodes ».

- **Le manque d'unité villageois**

Dans les fokontany de Bemasoandro et Inanantonana, le manque de solidarité « entraide » constitue un frein pour la mise en œuvre du PCD. Faute de solidarité, chaque individu est contraint d'acheter des briques dans des communes lointaines (briques sèches) alors qu'il peut lui-même en fabriquer sur place au moment des périodes sèches comme le cas de Malaza.

Le coût de déplacement en plus du prix des briques rend la participation des bénéficiaires lourde car ils subissent individuellement le poids de la participation et dans ces deux fokontany, l'entreprise aussi se sent gênée dans son travail du fait que les briques ne sont pas toutes prêtes au moment voulu et diffèrent de taille les unes des autres.

A noter qu'à Malaza par contre, la bonne collaboration entre les entreprises et la population du FKT résulte de la vraie adhésion de la population: car c'est le seul fokontany où l'apport des bénéficiaires (en matériaux) est réalisé à 100 % et où la population a décidé de prendre en charge la nourriture des maçons lorsqu'il y a un retard de paiement.

D- DES FACTEURS POLITICO INSTITUTIONNELS RENDANT DIFFICILES A S'APPROCHER DE L'OBJECTIF DU PCD.

L'absence de synergie entre les différents acteurs à savoir le FID, les services déconcentrés de l'Etat, les acteurs du développement au niveau des CTD, les sociétés civiles et les CTD handicape lourdement le PCD.

Conflit latent du à des opinions politiques divergentes.

VI. Les différents partenaires au développement

Le développement de la Commune exige une coopération étroite entre les différents acteurs notamment les acteurs privés et les populations locales. Inanantonana bénéficie de l'appui de plusieurs partenaires au développement. C'est dans ce cadre que différents projets pour le développement social et économique ont été entrepris :

Tout d'abord, le FID pour le développement des infrastructures routières en 1998 par la construction de la route reliant Andriambonilaza – Inanantonana , le développement de l'éducation par l'octroi aux ménages du crédit « vatsin'ankohonana » obligeant les parents à la scolarisation de leurs enfants en 2017 et la promotion du revenu rural par le développement de l'élevage en octroyant des fonds pour l'achat de porc .

Ensuite, CARITAS pour la construction du pont reliant Amparihimboahangy et Androfia en 2001 et WATERAID pour l'adduction en eau potable dans chaque fokontany composant la Commune d'Inanantonana.

Par ailleurs, le projet SECALINE a apporté sa contribution dans le développement de la mère et de l'enfant : pesée des enfants et formation de la mère en cuisine

En finalement, la société COTONA, département agriculture est intervenu dans la promotion des revenus des paysans par le développement de la filière « haricot vert » en donnant aux paysans des semences, de l'engrais ainsi que des séances de formation. Notons que les produits sont rachetés par la même société.

Certes, ces interventions ont atténué une partie des problèmes des paysans mais demeurent insuffisantes car ponctuelles et limitées. La majorité de ces projets de développement rural est de courte durée. Or, pour qu'il y ait plus d'effet dans les impacts, il faut que ces projets soient continus et à long terme.

CHAPITRE IV.

DES CONTRAINTES FINANCIERES ET ECONOMIQUES

Le développement d'une Commune dépend essentiellement de sa capacité à gérer ses affaires locales et ses ressources, de convaincre ses contribuables à payer les divers impôts, droits, taxes et redevances ; des moyens techniques, humains, matériels et financiers mis à sa disposition et de trouver d'autres sources de financement fiables et pérennes.

I. Des ressources financières insuffisantes

Pour la Commune d'Inanantonana, les prévisions de dépenses et recettes pour l'année 2018, ne correspondent pas du tout à celles effectivement réalisées.

Recettes prévues : 87 608 290 Ariary

Recettes réalisées : 216 658 192, 60 Ariary

Dépenses prévues : 87 608 290 Ariary

Dépenses réalisées : 216 653 192, 40 Ariary

Les recettes de la commune proviennent des impôts directs, indirects, des revenus du domaine et des services, des produits des ristournes, des subventions, dons et legs et du reliquat des recettes de l'année dernière.

La première rubrique du 1^{er} chapitre : impôts directs, 5,9 % seulement des prévisions des recettes ont été réalisées. Notre enquête, nous renseigne que beaucoup de citoyens (environ 70 %) ne payent pas leurs impôts à cause de la mentalité et du niveau de revenu des paysans qui est faible. Ils ne payent pas d'impôt car ne reçoivent que très peu du service public. La Commune se trouve dans l'incapacité de mobiliser les ressources locales.

Le chapitre II : impôts indirects : licence et taxes indirectes, 25 % des prévisions seulement ont été obtenu.

Si la commune a prévu 12 000 000 Ariary comme subvention de la part de l'Etat, elle n'a reçu que 5 308 330 Ariary.

Ainsi, les recettes de la Commune sont donc basées surtout sur les activités productrices surtout agricole et commerciale. Les recettes de la Commune viennent des

ristournes et les redevances administratives. Concernant les recettes réalisées, elles ne sont qu'à 25 840 344 d'Ariary, soit 47,92 % de ce qui a été prévu pour le budget de fonctionnement. Pour l'année 2018, la Commune a eu la subvention de l'Etat par le biais du FDL d'un montant de 190 817 846 Ariary. Avec une condition d'utilisation très stricte, il est utilisé dans la construction des infrastructures communautaires, mais ne pas être utilisé à d'autre fin. Il a permis de financer la construction du Bureau du BIF ou Birao Ifoton'ny Fananantany (Guichet foncier) d'une valeur égale à la somme octroyée par l'Etat. Et sans le FDL la différence entre budgets prévisionnels et le budget réel seraient énormes puisque la réalisation ne constituerait que les 29,50 % du budget prévisionnel, soit un écart de 70,50 %.

Notons aussi que la commune ne bénéficie pas directement des ristournes agricoles.

Tableau n°8. Les recettes de la Commune

N°	RECETTES	PREVISIO N	REALISATIO N	taux de réalisation s (%)
FONCTIONNEMENT				
1	IMPOTS DIRECTS	25 883 520	14 956 163	57,78
2	IMPOTS INDIRECTS	5 119 275	1 293 575	25,27
3	REVENUS DU DOMAINE ET SERVICES	5 860 000	2 229 700	38,05
4	PRODUITS DIVERS ET ACCIDENTELS	452 000	181 250	40,10
5	RISTOURNE DES PRELEVEMENTS	790 000	110 000	13,92
6	SUBVENTIONS - DONNS ET LEGS	13 960 000	5 308 330	38,03
7	REALISATIONS SUR IMMOBILIERS	263 495	0	0,00
8	RECETTES ADDITIONNELLES	1 600 000	1 761 325,60	110,08
TOTAL FONCTIONNEMENTS		53 928 290	25 840 344	47,92
INVESTISSEMENT				
9	FOND PROPRE	16 015 000	0	0,00
10	SUBVENTIONS ET AIDE	16 625 000	190 817 849	1147,78
11	DIVERS ET AVANCE A TERME	1 040 000	0	0,00
TOTAL INVESTISSEMENTS		33 680 000	190 817 849	566,56
TOTAL GENERALE RECETTES		87 608 290	216 658 193	

Source : Budget communal, 2017

Les prévisions de dépenses sont identiques à celle des recettes, soit de 87 608 290,00 Ariary voir tableau n°11. Ces réalisations se divisent en deux grandes parties, le budget de fonctionnement qui est le fonds propre de la Commune et utilisé pour les affaires globales, et d'autre part le budget d'investissement qui est utilisé pour les constructions des ouvrages publiques ou pour les travaux impactant directement sur la vie quotidienne de la population. Dans cette partie, nous allons nous baser sur les fonds propres de la Commune. Il y a l'aide du gouvernement central par le Fonds du Développement Local ou FDL mais cela se fait de manière irrégulière.

Tableau n°9. Les dépenses de la Commune

N°	DEPENSES	PREVISION	REALISATIO N	taux de réalisation s (%)
FONCTIONNEMENT				
1	BUREAUX ET SERVICES PERCEPTEURS	16 180 000	8 963 002	55,40
2	SERVICE D'HYGIENE, ASSISTANCE ET ENSEIGNEMENT	765 000	0	0,00
3	VOIRIE ET SERVICES INDUSTRIELS	3 748 000	361 000	9,63
4	GARAGE DE LA COMMUNE	2 604 450	424 700	16,31
5	AUTRES SERVICES	3 326 840	1 237 060	37,18
6	DEPENSES COMMUNES	16 714 000	9 188 081	54,97
7	DEPENSES DIVERSES ET IMPREVUES	3 950 000	2 624 000	66,43
8	CONTRIBUTIONS ET SUBVENTIONS	4 840 000	1 962 000	40,54
9	FONDS DE CONCOURS, PRETS, DONS, ALLOCATIONS	1 800 000	1 075 500,00	59,75
TOTAL FONCTIONNEMENTS		53 928 290	25 835 343	47,91
INVESTISSEMENT				
9	DETTE EXIGIBLES	7 630 640	0	0,00
	TRAVAUX D'INFRASTRUCTURE	19 049 360	190 817 849	1001,70
	ACQUISITION DE GROS MATERIELS	7 000 000	0	0,00
TOTAL INVESTISSEMENTS		33 680 000	190 817 849	566,56
TOTAL GENERALE DEPENSES		87 608 290	216 653 192	247,30

Source : Budget communal, 2017

Les dépenses réalisées ne couvrent pas les budgets prévisionnels, puisque seuls 47,91 % des dépenses prévisionnelles ont été réalisées. La majeure partie des dépenses de la Commune, soit les 58,37 %, est destinée aux ressources humaines de la commune, salaires des personnels d'entretien et à la fonction publique. Les dépenses prévisionnelles sont loin d'être acquises. Ainsi, cette situation limite l'exécution de grands projets de développement, car l'importance des projets dépend des sommes qui y sont investies.

Les raisons pour cette déficience de fond sont la maigre recette générée par la Commune. On voit sur le tableau n°10 que les prévisions dépassent de loin la réalisation..

Finalement, l'autonomie financière de la Commune est une utopie et la promotion du développement est impossible dans une zone où le taux de recouvrement fiscal n'atteint que 5 %. Une grande partie des prévisions sont laissées comme vides par manque de financement. Ces prévisions sont généralement les investissements à grande envergure comme les travaux d'infrastructures impactant sur la vie quotidienne de la population comme les infrastructures routières, l'extension de l'adduction en eau potable, le pavillon du marché, l'extension du CEG et de l'EPP et la réhabilitation du CSB2. Cela constitue un facteur limitant dans le développement de la Commune et de ses habitants et a des répercussions graves sur l'économie de la population. En effet, face à l'endurcissement des contribuables toujours réticents à payer leurs impôts, la Commune est incapable de prendre des mesures, que ce soit répressives ou incitatives. Dans ce cas, il est impossible de réorganiser l'espace et d'améliorer les conditions de vie de la population rurale.

En somme, le manque de compétence et de leadership des élus ruraux est une évidence dans presque toutes les communes rurales à Madagascar.

II. Des ressources humaines et matérielles limitées de la Commune

Premièrement, la recette, la Commune rurale d'Inanantonana est dépendante de la dotation globale de fonctionnement alloué par l'Etat. Les produits de l'exploitation et du domaine des produits fiscaux et les autres recettes sont tellement minimes voire insignifiantes que la commune ne peut fonctionner sans cette dotation.

Pour les dépenses, la majeure partie est orientée vers le budget de fonctionnement purement administratif. Le même cas se présente pour le budget d'investissement. La commune est obligée de se consacrer uniquement au fonctionnement. Cela entraîne la quasi inexistence de l'épargne brute qui devrait financer l'investissement sur fonds propres de la commune et les activités de développement sont omises à défaut de financement de base. La Commune se trouve donc dans l'incapacité d'assurer son propre développement.

Les ressources vraiment palpables comme les ristournes ne rentrent pas directement dans les caisses des communes. L'argent collecté rentre d'abord dans les caisses de l'Etat

et ce n'est qu'après qu'on effectuera leur probable redistribution auprès des communes bénéficiaires.

Aussi, les ressources de la Commune n'ont connu aucune évolution ou réforme jusqu'à ce jour. Les ressources fiscales et non fiscales restent traditionnelles et n'arrivent plus à suivre l'évolution croissante des besoins fondamentaux de fonctionnement et surtout d'investissement pour le développement des communes. Or, pour que la Commune puisse atteindre ses objectifs, une réforme fiscale s'impose.

Par ailleurs, pour réaliser une belle performance en recouvrement fiscale les communes doivent être dotées des moyens plus adaptés. Or, on assiste à une insuffisance manifeste des moyens logistiques et humains au niveau des communes surtout en milieu rural, car elles ne peuvent pas supporter les coûts et la technique de recensement. Ce qui constitue un handicap pour le développement de la localité.

III. Absence d'aide de l'Etat et de partenariats privés

Inanantonana est considérée comme une commune oubliée par l'Etat, la descente des représentants de l'Etat, même du député de la région est très rare, voire inexistante. Ainsi, les dirigeants locaux se sentent seuls pour assurer le développement de la Commune qui jusqu'ici ne peut compter que sur sa propre force. Aussi, les partenaires privés sont absents.

IV. Une économie bloquée

Les enquêtes effectuées auprès de la population d'Inanantonana nous a permis de dégager que l'économie de la zone est entre les mains d'une riche minoritaire qui sont les deux familles collecteurs en voie d'accumulation progressive. Et face à cela, la pauvreté de la population s'aggrave car cette dernière n'a le choix que de s'y plier.

1. L'enclavement

Les voies de communication constituent une des principales bases du développement car elles favorisent les échanges et exhortent différentes activités.

Le mauvais état des voies de communication comme les routes et les pistes rurales reliant les différents fokontany entre eux ainsi que la détérioration des infrastructures routières de

la commune rurale d'Inanantonana demeurent des contraintes majeures au développement du secteur agricole. L'enclavement rend difficile tout approvisionnement, toute évacuation de produits et l'évacuation sanitaire. Seul, les camions des collecteurs peuvent parvenir dans les fokontany. Si les paysans veulent vendre leurs produits à meilleur prix, ils n'ont aucune possibilité que de marcher ou de s'arranger avec les collecteurs qui ont aussi le monopole du transport. Aussi, les paysans se trouvent obligés de vendre localement leurs produits aux prix fixés par les collecteurs et ensuite, d'acheter les PPN vendus à des prix chers. Or, cette situation profite aux riches collecteurs qui s'enrichissent avec cette spéculation au préjudice des paysans producteurs. L'absence quasi générale d'autres investisseurs que les grands collecteurs se ressent au sein de la commune. En effet, ce sont ces derniers qui ont le monopole du marché. On voit s'approfondir les inégalités sociales. Notons qu'un des premiers signes de développement est l'absence, du moins l'atténuation de contraste social séparant les très riches des très pauvres. Pourtant, ce contraste est flagrant à Inanantonana ce qui empêche toute forme de développement au sein de la Commune. D'après notre analyse, on peut confirmer que le blocage économique et social de cette commune est causé par l'oppression féodale de la minorité privilégiée.

Aussi, l'insuffisance des infrastructures routières dans la commune rurale d'Inanantonana est un frein majeur aux activités du secteur privé et aux projets de lutte contre la pauvreté. Cet enclavement cause de nombreux problèmes comme l'accès aux marchés qui entraîne un taux d'inflation élevé dans les zones enclavées. Elle accroît fortement la pauvreté et le sous-développement en terme d'intensité, parce que dans les zones enclavées, la pauvreté s'accompagne d'une forte insécurité. Le manque d'infrastructure routière se traduit par une insécurité croissante (vols de boeufs, des cultures...)

Or, l'insécurité fait partie des facteurs pouvant faire obstacle à l'augmentation de la productivité car les personnes ne peuvent plus travailler en toute sérénité, et ils ne peuvent plus profiter des bénéfices de leur travail.

Par ailleurs, l'enclavement entraîne des difficultés de communication et du retard ou fausse information.

2. Le traditionalisme

A Inanantonana, la résistance au traditionalisme constitue une barrière sur le chemin menant au développement. A cause des techniques qui restent traditionnelles, la production est encore faible. Il en est de même pour les matériels qui sont insuffisants et archaïques et qui constituent de grands obstacles à l'agriculture dans cette zone. En effet, la plupart des ménages ne disposent que de l'angady et par conséquent, le travail nécessite beaucoup de mains d'œuvre et beaucoup de temps surtout lorsqu'il s'agit d'un vaste espace. Donc, les matériels agricoles restent encore très simples voire archaïques et insuffisants. Ces problèmes matériels traduisent l'aspect traditionnel de l'agriculture et engendrent une faible production. L'agriculture est encore loin de la mécanisation et la modernisation.

Aussi, le traditionalisme empêche la vulgarisation c'est-à-dire le transfert de technologie qui consiste à aider les agriculteurs à améliorer la productivité de l'agriculture et/ou des activités rurales pour qu'ils puissent assurer leur sécurité alimentaire et augmenter leur revenu

3. La difficulté d'accès aux crédits et aux financements agricoles.

Le système formel d'épargne et d'emprunt n'existe pas dans la zone dans la zone étudiée. En effet, l'inexistence d'institution financière formelle constitue un des facteurs de blocage au développement. Aussi, les paysans n'ont pas accès à la banque car ils n'ont pas de garantie. Toutefois, à Betafo et à Ankazomiriotra, on remarque l'implantation des structures financières décentralisées comme la CECAM, (Caisse d'Epargne et des Crédits Agricoles Mutuels), OTIV, mais les paysans de la région ne s'y intéressent pas. Et quand ils sont dans l'impasse financière : mauvaise récolte, maladie, ils n'ont d'autres solutions que de supplier les collecteurs de leur avancer les sommes d'argent. Mais les emprunts en nature sont contractés auprès des amis. Pour l'investissement, la plupart des ménages pratique la vente des récoltes sur pieds, Enfin, certains ménages ont eu des surfaces (rizières ou « tanety ») à exploiter avant, mais, ils ont été obligés de les vendre pour qu'ils puissent payer leur dette surtout en période de soudure. D'autres vendent leurs parcelles parce qu'ils ont mal géré leur budget ou encore pour s'acquitter des dettes du « varomaitso », dans le cas où ils n'arrivent pas à régler leur compte dans le temps déterminé. L'utilisation du crédit à des fins productives reste encore un cas très rare.

CONCLUSION

Géographiquement, la Commune rurale d'Inanantonana fait partie de la région du Vakinankaratra (Hautes Terres Centrales de Madagascar). Actuellement, Inanantonana est une zone enclavée, sous – développée et délaissée par l'Administration.

Comme la plupart des communes rurales éparpillées sur le territoire national, la Commune rurale d' Inanantonana dispose d'un Plan Communal de Développement. Des objectifs de développement ont été fixés. Des activités prioritaires ont été mises en œuvre. Les résultats ont été enregistrés tant sur le plan social qu'économique. Toutefois, force est de constater que la Commune rurale d' Inanantonana demeure parmi les communes rurales les moins avancées du District de Betafo. Les indicateurs démographiques, sociaux, et économiques du sous- développement justifient ce constat.

L'état de sous – développement de la Commune ne cesse de s' aggraver alors que la Commune dispose toute une gamme d' atouts pour réduire l'aggravation à savoir :

- Un espace largement vaste et disponible avec des sols alluvionnaires favorables à la pratique et à la diversification des activités agricoles ;
- Un climat d'altitude à deux saisons ;
- Existence de nombreux points d' eau et de rivières ;
- Existence de potentiel humain à majorité jeune : une forte population active et une main d' œuvre abondante.
- Des activités agricoles et l'élevage génératrices de revenu ;
- De plus, la Commune dispose d' un PCD dont la mise en œuvre a permis de réaliser des projets à caractère sociaux et économiques.

Malgré tout, les perspectives de développement de la Commune d' Inanantonana semblent difficiles dans la manière où :

- L'agriculture et l'élevage sont les activités les plus pratiquées par la population et qui constituent l'essentiel des sources de revenu. Pourtant, l'agriculture dans sa totalité se heurte à des difficultés et cela ne manque pas d'avoir des répercussions sur le budget des ménages. Sa part quantitative et financière dans la vie journalière est en déclin car elle n'arrive pas à subvenir aux besoins locaux. Cette dégradation

s'explique par de multiples causes : la faiblesse des infrastructures économiques, des méthodes de production et culturelles archaïques et l'insécurité.

- La détérioration de l'environnement liée à l'inexistence de moyens et des dispositions nécessaires pour assurer sa protection et sa conservation accentue la pauvreté.
- Les impacts du PCD sont loin d'améliorer le cadre de vie des habitants : tous les projets prévus dans le PCD ne sont pas réalisés et le développement est inachevé ;
- Faute de budget consistant, les activités de la Commune sont limitées au fonctionnement administratif. D'où l'impossibilité de programme d'investissement.
- La population reste fortement attachée à la tradition et limitant ainsi toute forme d'innovation.
- L'enclavement de la Commune favorise la spéculation économique au détriment des paysans producteurs et constitue des facteurs bloquants dans divers domaines (la circulation de l'information, l'évacuation sanitaire, les échanges...)
- L'existence des ONG sont loin d'atténuer ou de réduire la situation de pauvreté car leurs activités restent ponctuelles.
- L'absence des institutions micro- financières est fortement ressentie face à l'inaccessibilité aux crédits.
- La construction ou la réhabilitation des écoles par le FID ne sont qu'une des conditions nécessaires mais pas suffisantes pour asseoir le développement d'une commune comme à Inanantonana.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES GENERAUX

- 1- BALANDIER (G.), 1961, « Le Tiers – monde, sous – développement et développement, PUF, 393p.
- 2- BATISTINI (R), 1967, « Madagascar : étude géographique et économique », éd Fernand Nathan, Paris, 192 p.
- 3- BOIDIN (B.), 2004, « Développement humain, développement durable et « pays en développement » : comment articuler et mesurer les différentes dimensions ; développement durable et territoires fragiles »
- 4- CAZES (G.) et DOMINGO (J.), 1975, « Les critères du sous – développement. Géopolitique du Tiers – Monde », éd Bréal, Montreuil, 320p.
- 5- FREYSSINET, 1966, « Le concept de sous-développement », Mouton, Paris, 368p.
- 6- LACOSTE (Y.), 1965, « Géographie du sous-développement », P.U.F, 284p.
- 7- LACOSTE (Y.), 1959, « Les pays sous – développés », PUF, 128p.
- 8- LIAUZU(C), 1982, « L'enjeu tiers mondiste : Débats et combats », Ed. L'harmattan, 138 p.
- 9- MOUSSA (P.), 1959, « Les nations prolétaires », PUF, 201p.

THESES ET MEMOIRES

- 10- ANDRIAMAHENINTSOA (T), « Les relations entre climat, activités humaines et santé dans la ville d'Antsirabe », mémoire de maitrise de géographie, université d' Antananarivo, 114p.
- 11- MONIER(E.), 1996, « La collaboration entre ONG et les Fonds sociaux de la Banque mondiale : analyse à partir de l'exemple du FID à Madagascar », mémoire de DESS en sciences politiques, université de Paris I- Sorbonne, 75p.
- 12- RABEARIMANANA (L. M.), 1994 – 1995, « La vie rurale à Madagascar de la crise de 1930 à la veille de l'indépendance 1930- 1958, Thèse de doctorat en histoire, université de Paris VII, 905p.
- 13- RAMAMONJISOA (J.), 1982, « Le processus de développement du Vakinanakaratra : Hautes terres malgaches, Thèse de doctorat en géographie, université de Paris I Sorbonne, 693p.

- 14- RAMANITRARIVO (Z.N.), 2006, « Etude du suivi-évaluation du PCD de la Commune Rurale d'Inanantonana », mémoire de maîtrise en histoire, université d'Antananarivo, 70p.
- 15- RANDRIAMINAHY (M.Z.), 2014, « Le dahaloisme dans le Moyen – ouest malgache – à l'exemple du sous – espace rurale d'Anjoma- Ramatina, région Vakinankaratra, mémoire de maîtrise de géographie, 107p.
- 16- RASOLOFOTIANA (M. A.), 2016, « Les problèmes d'aménagement et de planification de l'espace urbain au sein de la ville de Betafo, mémoire de maîtrise de géographie, 85p.
- 17- RAZANAKOLONA (H.), 2005, « Sous- développement et projets du FID dans la commune rurale d'Ambohitrimanjaka, mémoire de maîtrise de géographie, 83p.

ARTICLES ET REVUES

- 18- BAIROCH(P.), 1964, « Révolution industrielle et sous-développement, in Revue Tiers Monde tome 5 n° 18.
- 19- BANQUE MONDIALE, 2013, « Madagascar pour un dialogue sur les enjeux du développement », Banque Mondiale, Bureau de Madagascar, Antananarivo, 79p.
- 20- BATISTINI R., (1964), « Problèmes morphologiques dans le Vakinankaratra », in Madagascar Revue de Géographie n°05, Juillet – Décembre, Laboratoire de Géographie – Université de Madagascar, p.43 – 69.
- 21- DEZ (J.), 1967, « Le Vakinankaratra : esquisse d'une histoire régionale », Bulletin de Madagascar n° 256, p 657 – 702.
- 22- ESOAVELOMANDROSO(M.), 1989 – 1990, « L'effondrement de l'autorité royale dans la région de Betafo à la fin du XIVème siècle », in Omaly sy anio 29 – 32, p 311- 316.
- 23- FID Direction Régionale de Antananarivo, 2001, « Manuel de procédures : projet de développement communautaire », Tome I, II, III, IV, V, Antananarivo.
- 24- LACOSTE (Y.), 1963, "Les caractères constitutifs du sous-développement", in Les pays sous-développés, PUF, coll. Que sais-je ? n° 853, p7- 27
- 25- Monographie de la commune d'Inanantonana, 2017, 10p.
- 26- Monographie du district de Betafo , 2017, 10p
- 27- PERROUX (F.), 1966, « Les blocages de la croissance et du développement. La croissance, le développement, les progrès », in Tiers-Monde, Tome 7, n°26.
- 28- Plan Communal de Développement d'Inanantonana, 2002, 76p.

WEBOGRAPHIE

- 29- DESSAU (J.), DESTANNE (G.), 1971 «Le sous – développement est aujourd’hui considéré comme le produit du système mondial capitaliste», p13 <https://www.monde-diplomatique.fr> consulté le 10 janvier 2019
- 30- LACOSTE (Y.), 1962, «Le sous – développement : quelques ouvrages significatifs parus depuis dix ans», *Annales de géographie*, p 247 - 278, https://www.persée.fr/doc/géo_0003 consulté le 10 janvier 2019
- 31- LACOSTE (Y.), 1968, «Le concept de sous – développement et la géographie», *Annales de géographie*, p 65-80, https://www.persée.fr/doc/géo_0003 consulté le 10 janvier 2019
- 32- PONCET (J.), 1968, «La géographie et la lutte contre le sous - développement», *Annales de géographie*, p 65-80, https://www.persée.fr/doc/géo_0003 consulté le 10 janvier 2019

ANNEXE I : QUESTIONNAIRES

I- QUESTIONNAIRE AUPRES DES MENAGES

REGION : VAKINANKARATRA DISTRICT : BETAFO COMMUNE : INANANTONANA

FOKONTANY :

Situation matrimoniale :

Ethnie ou Provenance :

Pourquoi avoir choisir de vivre ici ?

Pratique religieuse :

Combien êtes-vous au foyer ?

Niveau d'instruction

Non scolarisé Primaire Collégien Lycéen Universitaire

Nombre d'enfants à charge :

Non scolarisé	Primaire à préciser	Collège	Lycée	Université

Problèmes et problèmes de l'éducation en général

Ecole privé : écolage combien ?

Profession

Agriculteur	Eleveur	Commerçant PPN ou autres	Fonctionnaire	Transporteur	Autres à préciser

Activités agricoles

Productions	Surface cultivable	Rendements	Destination	Avantages	Difficultés (Terre ou autres)
Riz					

Mode d'appropriation de la terre

Héritage	Achat	Autres

Avez-vous des problèmes fonciers ? Si oui, lesquels ?

Terrain insuffisant	Mode d'appropriation	Autres

Elevage	Porcin	Bovin	Volailles	Caprin	Autres
Nombre de tête					
Mode d'appropriation					
Destination					
Avantages					
Difficultés					

Quelle est votre source de revenu ?

	Journalière	Mensuelle	Autres	Combien
Agriculture				
Elevage				
Commerce				
Fonctionnaire				
Transporteur				
Autres				

Quelle est la situation journalière ou mensuelle de vos dépenses ?

	Nature	Combien	Journalière	Mensuelle
Agriculture				
Elevage				
Commerce				
Transport				
PPN				
Administration				
Scolarisation				
Soins				
Dépenses imprévues				

Comment est votre revenu ?

Insuffisant	Suffisant mais pas des économies	Suffisant avec des économies

Arrivez-vous à gérer votre foyer ? OUI ou NON

Pourquoi ?

Faiblesse revenu	Charges nombreuses	Autres à préciser

Mangez-vous suffisamment dans une journée, dans l'année ? OUI ou NON

Si non, quelles sont les problèmes ? ou en quelle période connaissez vous des pénuries alimentaire

Où et comment vous approvisionnez vous ?

PPN	
Viande	
Fourniture Ménagère	
Quincaillerie	
Autres	

Comment sont les prix ?

Cher	Très cher	Tolérable

Et par rapport aux autres fokontany, Communes ou district avoisinants ?

En cas de maladie, ou iriez vous ?

Guérisseur traditionnel	CSB	Autres à préciser (ex/dans d'autres commune, pourquoi ?

Problèmes

Et pour les médicaments ? Pharmacie ou autres à préciser. Problèmes

Êtes-vous propriétaire ? OUI NON

Est-ce que vous avez eu de permis de construction, OUI ou NON

Est-ce que votre maison dispose de :

Electricité	Eau JIRAMA	Douche	WC

Si non, pourquoi ?

Approvisionnement en eau : Source à préciser puits ou autres

Disposez-vous :

Radio	Télévision	Téléphone portable	Ordinateur	Moto	Voiture	Frigidaire

Combien moto dans la commune

Combien voiture ?

Combien camion ?

Votre commune ou fokontany connait il des problèmes d'insécurité ? Et votre famille ?

Si oui, lesquels ?

Petits vols	Banditisme	Dahaloisme

Que pensez-vous de votre niveau de vie en général :

Amélioration	Stagnation	Détérioration

Y a-t-il une amélioration avec la décentralisation ?

Constatez-vous des effets positifs de la décentralisation dans votre vie quotidienne ? OUI ou NON

Si oui, lesquels ? Si non pourquoi ?

Et sur la commune ? OUI ou NON

Que pouvez-vous nous dire sur la gestion communale ?

Maire

Gestion de la commune

Gestion des affaires sociales

Budget communal (transparence ...

Degré de satisfaction ou qualité de service rendu

Êtes-vous satisfait du maire en termes de développement local ?

Se sentez-vous intéressé par la gestion de votre commune ? Si non pourquoi ?

Quels sont les problèmes qui freinent le développement de la commune ?

Quelles sont d'après vous les actions prioritaires pour le développement de la commune ?

Solutions ou actions proposées ?

D'après vous, est ce que le PCD reflète vraiment les aspirations de la population locale ? Si non pourquoi ?

Avez-vous participé dans l'élaboration, la mise en œuvre ? les projets ont-ils été exécutés correctement ?

Quelles sont les projets réalisés ?

Quelles sont les problèmes rencontrés :

Elaboration

Exécution

Les objectifs de votre PCD sont ils atteints ? Êtes-vous satisfaits de vos réalisations ?

Les projets ont-ils amélioré votre vie ? Si non pourquoi ?

Ex : réhabilitation CEG/ CONSTRUCTION LYCEE

Est-ce que les projets ont-ils profité à la majorité de la population ou sur simplement sur une minorité ?

D'après vous, est-ce que PCD a résolu tous ou au moins certains problèmes de développement de la commune ? Ou a t – il aggravé la situation ?

Que pensez vous de votre commune et par rapport aux communes avoisinantes ? Constatez-vous de développement ?

II- QUESTIONNAIRE AUPRES DES RESPONSABLES DE LA COMMUNE ET LES ELUS

Nom

Sexe

Fonction

Age

Que pensez-vous du niveau de vie de la population en général :

Amélioration	Stagnation	Détérioration

Y a-t-il une amélioration avec la décentralisation ?

Constatez-vous des effets positifs de la décentralisation dans votre vie quotidienne ? OUI ou NON

Si oui, lesquels ? Si non pourquoi ?

Et sur la commune ? OUI ou NON

Que pouvez-vous nous dire sur la gestion communale ?

Maire

Gestion de la commune

Gestion des affaires sociales

Budget communal (transparence ...

Degré de satisfaction ou qualité de service rendu

Êtes-vous satisfait du maire en termes de développement local ?

Se sentez-vous intéressé par la gestion de votre commune ? Si non pourquoi ?

Quels sont les problèmes qui freinent le développement de la commune ?

Quelles sont d'après vous les actions prioritaires pour le développement de la commune ?

Solutions ou actions proposées ?

D'après vous, est ce que le PCD reflète vraiment les aspirations de la population locale ? Si non pourquoi ?

Avez-vous participé dans l'élaboration, la mise en œuvre ? les projets ont-ils été exécutés correctement ?

Quelles sont les projets réalisés ?

Quelles sont les problèmes rencontrés :

Elaboration

Exécution

Les objectifs de votre PCD sont ils atteints ? Êtes-vous satisfaits de vos réalisations ?

Les projets ont-ils amélioré votre vie ? Si non pourquoi ?

Ex : réhabilitation CEG/ CONSTRUCTION LYCEE

Est-ce que les projets ont-ils profité à la majorité de la population ou sur simplement sur une minorité ?

D'après vous, est-ce que PCD a résolu tous ou au moins certains problèmes de développement de la commune ? Ou a t – il aggravé la situation ?

Que pensez vous de votre commune et par rapport aux communes avoisinantes ? Constatez-vous de développement ?

D'après vous, quels sont les atouts de votre commune ? Ou votre quartier ?

Est-ce que ces atouts sont ils suffisamment mis en valeur ? Si non, quelles solutions avanceriez-vous ?

Quelles sont les politiques d'aménagement dans la commune ?

Quels ont été les projets d'infrastructures d'aménagement de la commune ?

Le budget est il suffisant pour mener à bien les actions de développement dans la commune ?

Comment sont les infrastructures dans la commune ? Problèmes ?

Quelles sont les problèmes de la commune ?

Insuffisance des techniciens

Compétence des techniciens

Absence de cohésion

L'information et communication envers la population

Manque de dynamisme de la population

Désintéressement de la population

Conservatisme de la population

Analphabétisme de la population

Autres à préciser

Les populations payent elles leurs impôts et taxes ?

Est-ce que la population est régulièrement informée de vos activités ? Par quels moyens ?

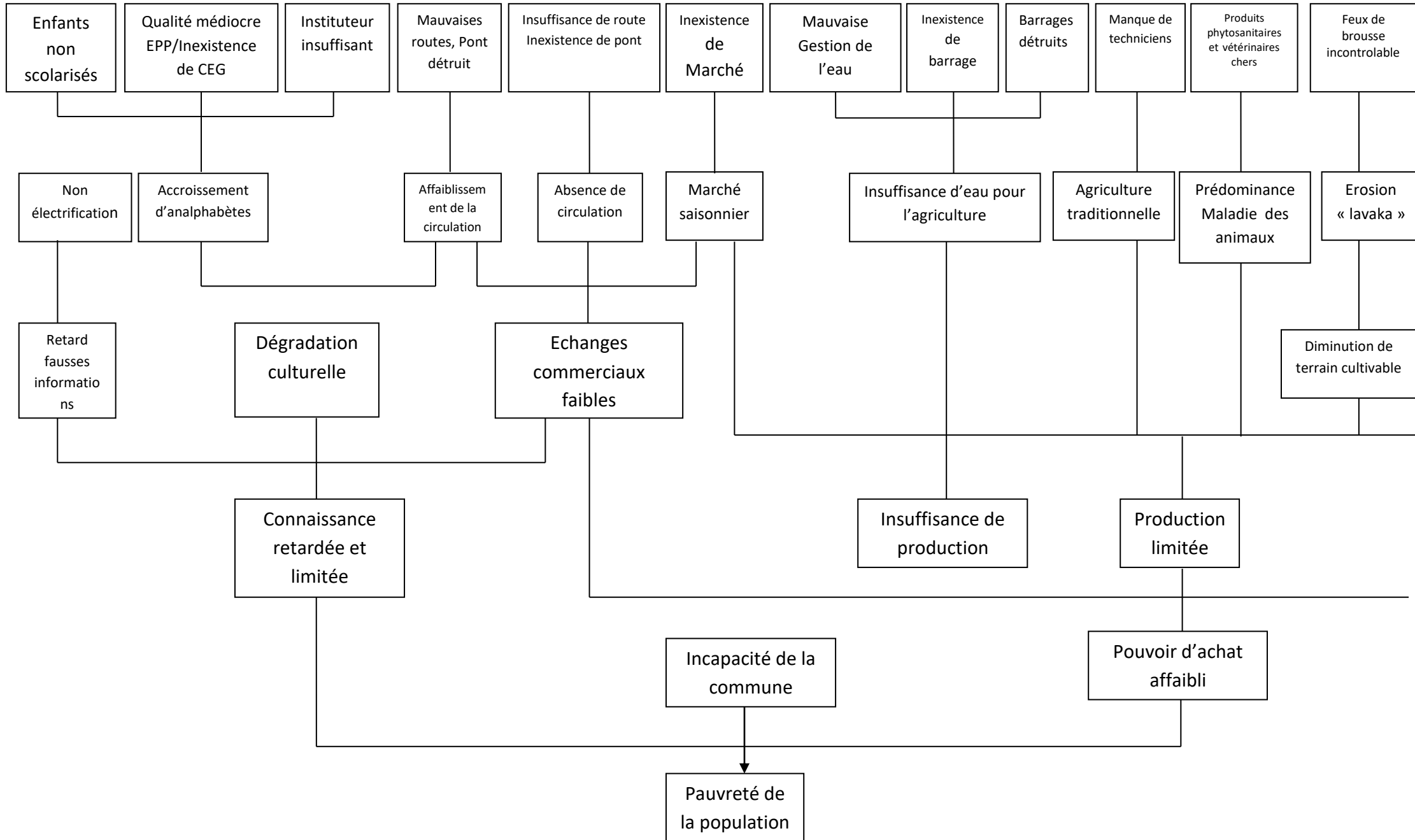
Pensez vous qu'un jour la commune pourrait elle sortir de son état de sous développement ?

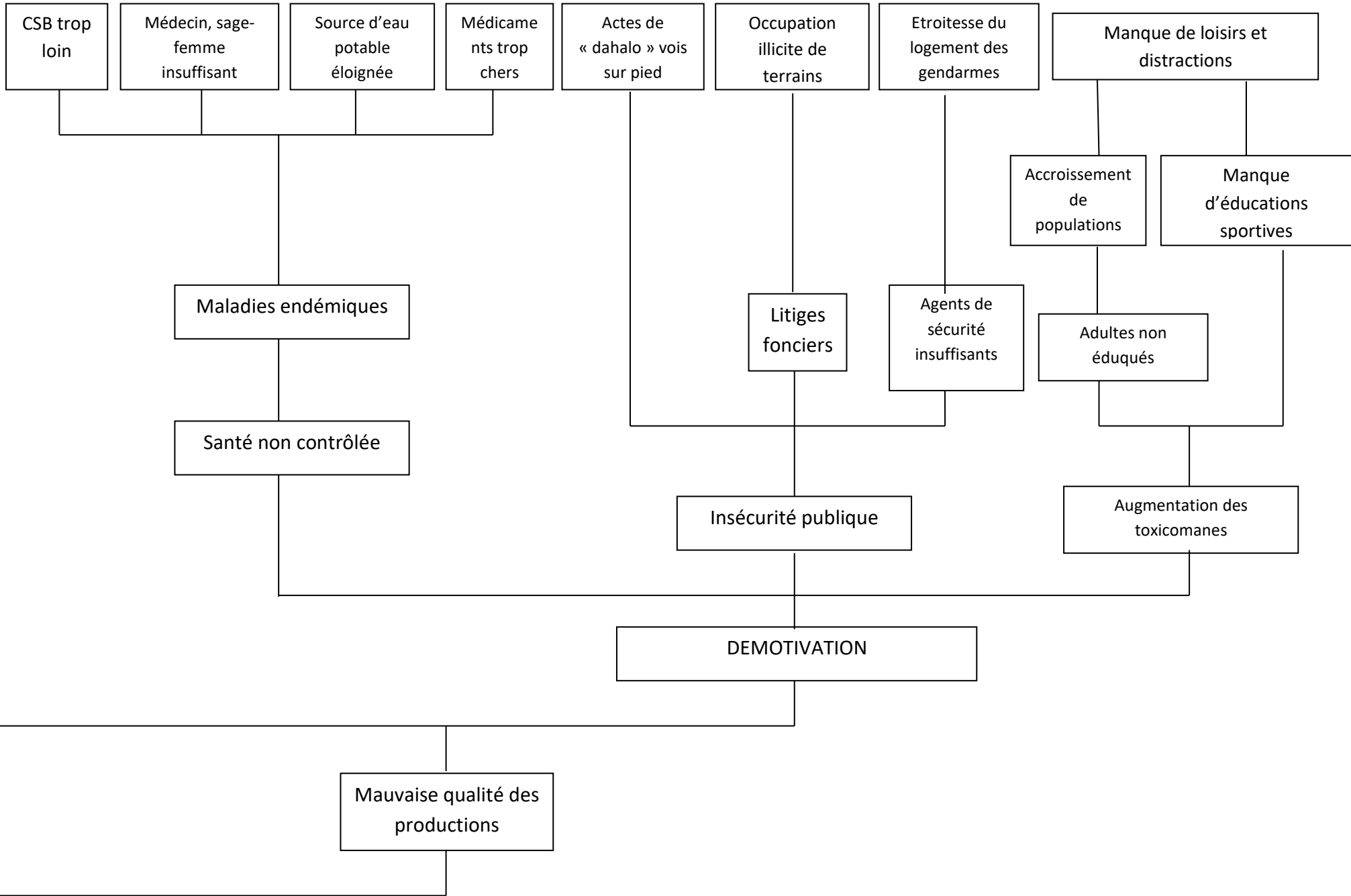
Quels sont les obstacles au développement de la commune

PROJET PCD REALISE OU NON

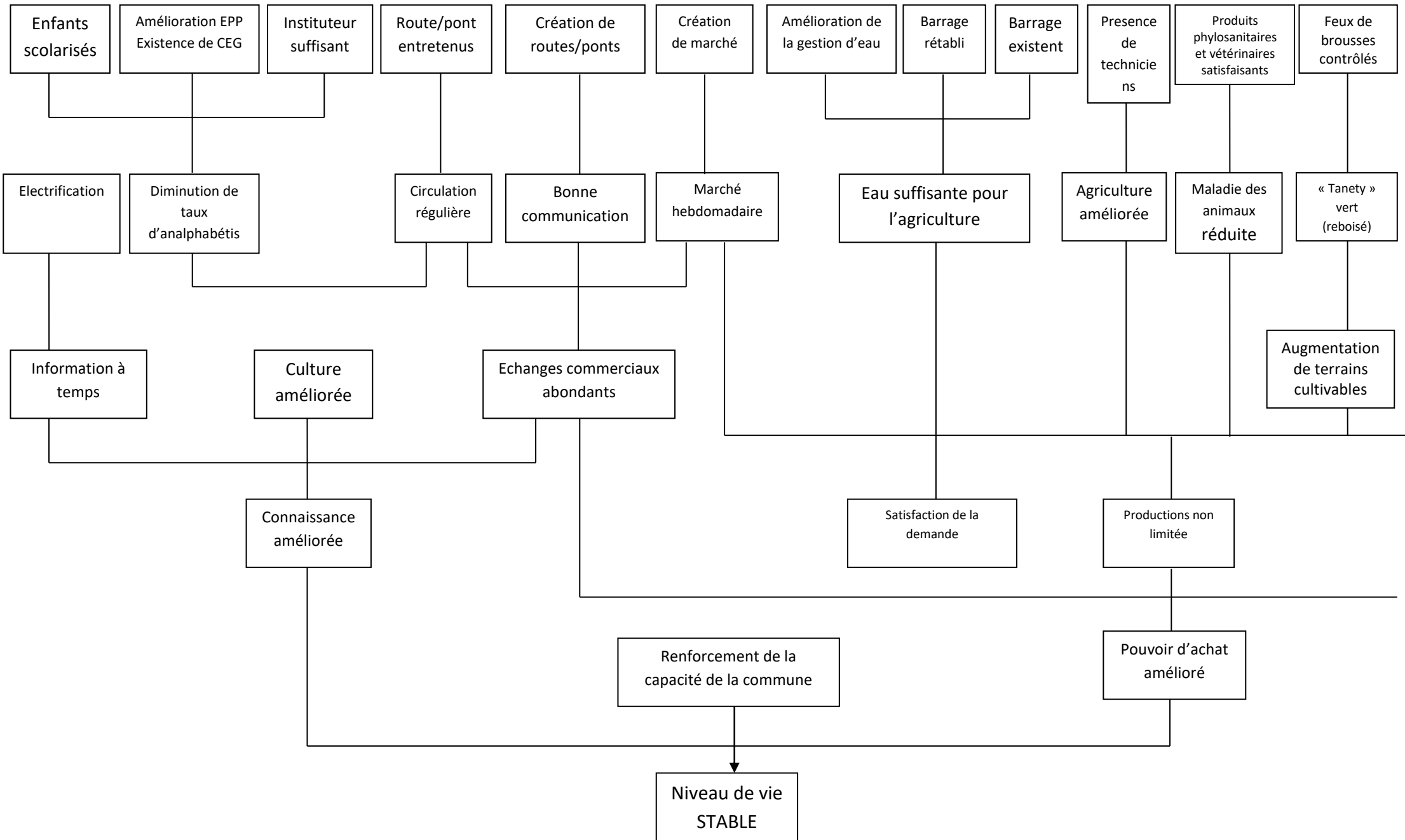
PROBLEMES

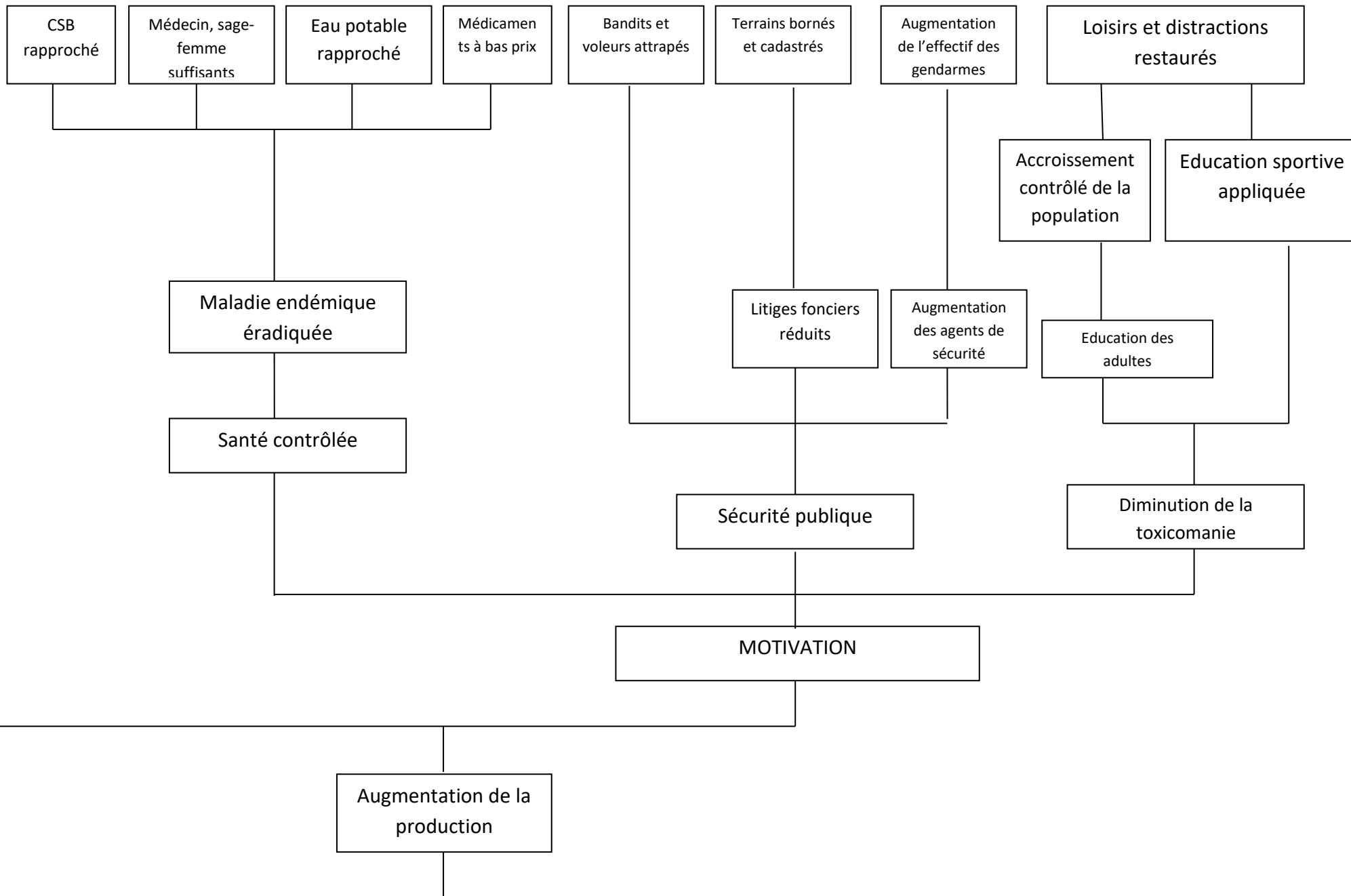
Arbre à problèmes














Arbre à objectifs





ANNEXE III : Les équipements dans la Commune rurale d'Inanantonana



-  Terrain
-  Maternité
-  site SECALINE
-  Puits
-  Source
-  Ecole primaire publique
-  CSB 2
-  Gendarmerie
-  Mairie

SOURCE :
 Image : GOOGLE MAP
 Donnée : AUTEUR
 Echelle : 1/3000

ANNEXE IV : Liste priorisé des sous – projets du PCD

Priorités	Titres des projets ou activités	Localisation
1	CEG INANANTONANA	Inanantonana
2	EPP ANTANETIKELY MALAZA	Antanetikely Malaza
3	EPP BEMASOANDRO	Bemasoandro
4	FORMATION ENGRAIS COMPOSTS	09 Fokontany dans la commune
5	EPP AMPARIHIMBOAHANGY	Amparihiboahangy
6	MARCHE ANDROFIA	Androfia
7	REHABILITATION EPP ANDROFIA	Androfia
8	CONSTRUCTION 04 PONTS	Amparihimboahangy Morarano
9	PISTE ANTANETY SUD BEMASOANDRO	Antanety Sud Bemasoandro
10	PISTE AMPARIHIMBOAHANGY ANTANETIKELY	Amparihimboahangy
11	PONTS BEMASONADRO	Bemasondro
12	PONTS ANTANETY SUD	Antanety Sud
13	PONTS INANANTONANA	Inanantonana
14	MARCHE INANANTONANA	Inanantonana
15	BARRAGE ANTANETY SUD	Antanety Sud
16	BARRAGE AMPARIHIMBOAHANGY	Amparihimboahangy
17	PONTS MORARANO ANKERANA	Morarano Ankerana
18	CENTRE D'APPROVISIONNEMENT AGRICOLES	Inanantonana
19	EDUCATION DES ADULTES	Antanety – Belanitra Bemasoandro
20	REBOISEMENT	Antanetikely Antanety Sud Belanitra Est
21	CSB1 MORARANO ANKERANA	Morarano Ankerana

22	CSB1 AMPARIHIMBOAHANGY	Amparihimboahangy
23	CB2 INANANTONANA	Inanantonana
24	AEP INANANTONANA	Inanantonana
25	ELECTRIFICATION INANANTONANA	Inanantonana
26	LOGEMENT GENDARMERIE	Inanantonana
27	FORMATION FONCIER CADASTRE	Inanantonana
28	ANTENNE PARABOBLIQUE	Androfia et Ambatomainty

Source : Plan Communal de Développement d'Inanantonana, septembre 2002

ANNEXE V : Planification temporelle et spatiale des projets

PROJETS	FOKONTANY								
CODE DES FOKONTANY	1	2	3	4	5	6	7	8	9
NOM DES FOKONTANY	ANTANETY SUD	INANANTO NANA	AMBATOM AINTY	ANTANETY MALAZA	BEMASOAN DRO	AMPARIHI MBOHANG Y	BELANITRA	MORARANO	ANDROFIA
Construction CEG		1							
Construction EPP	1	1			1				1
Renforcement de capacité		1	1	2		1	3	1	
Réhabilitation école	1	1	1	2	1			1	1
Réhabilitation école privée		1							
Education des adultes						1	3	1	
Aménagement routes						4		4	
Réfection des routes	2		2	1	3		4		
Construction ponts	2			1	3	4	4	4	2
Réhabilitation ponts		4							
Construction marché		2	3	4		2	4	1	
Construction barrage	3	2				2			
Pharmacie / matériels / intrants Agro		2							
Formation engrais compost	3	2	3	4	3	2	4	1	4
Amélioration race « agro »		2	3	4		2	4	1	4
Reboisement					2	4	1		
Education de l'environnement	1	4	3	1	2	4	1	4	3
Elaboration de « dina »	1	4	3	1	2	4	1	4	3
Construction CSB 1	3		3	3		2	1	3	3
Construction Hôpital (équipé)	3	2							
Adduction d'eau potable	3	2	3		2	2	1	3	3
Construction logement gendarme				4	4		2		4
Extension logement gendarme		4							
Formation « foncier, cadastre, borne »		4							
Electrification		1	2	4				3	
Antenne parabolique									

Construction terrain de foot									3
Education sportive	4	1	2	4	4	2	4	3	4

PRIORITES	ANNEES
	1
	2
	3
	4
	5
	5
	5

Source : Plan Communal de Développement d'Inanantonana, septembre 2002

TABLE DES MATIERES

REMERCIEMENTS.....	i
SOMMAIRE	ii
RESUME	iii
TABLE DES ILLUSTRATIONS	iv
ACRONYMES	vi
INTRODUCTION	1
Première partie : _DES INDICATEURS DE SOUS – DEVELOPPEMENT PREOCCUPANTS.....	9
CHAPITRE I. DES INDICATEURS DEMOGRAPHIQUES ET SPATIALES ALARMANTS.....	10
I. Une population hétérogène et en croissance rapide	10
II. Une jeunesse inégalement répartie dans l’espace et en paupérisation	14
III. Une dégradation environnementale	17
CHAPITRE II. DES INDICATEURS SOCIAUX INQUIETANTS.....	19
I. Une société inégalitaire et hiérarchisée	19
II. Un déficit des infrastructures sociales	19
1. <i>Les infrastructures sociales</i>	20
1.1. Santé	21
1.2. Education	23
1.3. Electrification	27
III. Les infrastructures culturelles sous - développés.....	28
IV. Une condition de vie misérable	28
1- <i>Catégorisation sociale et économique de la population de la zone étudiée</i>	29
CHAPITRE III. DES INDICATEURS ECONOMIQUES EFFRAYANTS.....	31
I. Une économie agricole en stagnation et en déséquilibre	31
1. <i>Une agriculture d’autoconsommation</i>	31
2. <i>Un élevage traditionnel</i>	33
II. Des infrastructures économiques sous - développées	34
III. Des techniques de production archaïques	35
IV. Un revenu faible	35
1. <i>Les revenus agricoles</i>	35
2. <i>Les revenus extra - agricoles</i>	36
V. L’insécurité grandissante.....	38
Deuxième partie : DES PERSPECTIVES DIFFICILES POUR LE DEVELOPPEMENT DE LA COMMUNE RURALE D’ INANANTONANA	41
CHAPITRE VI. DES INTERVENTIONS PUBLIQUES ET PRIVEES LIMITEES	42
I. La Décentralisation et le PCD	42
1- <i>L’élaboration du PCD</i>	43
2- <i>Les problèmes de la Commune en matière de développement</i>	44
4- <i>La réalisation du PCD</i>	46
II. Les réalisations par rapport aux objectifs du PCD	46
III. Les apports du PCD dans le contexte socio – économique	51
1- <i>Modélisation des indicateurs de suivi évaluation du PCD de la Commune rurale d’Inanantonana</i>	52
Commentaire du tableau et des indicateurs	54
Résultat du diagnostic participatif	54
VI. Les différents partenaires au développement.....	59
CHAPITRE IV. DES CONTRAINTES FINANCIERES ET ECONOMIQUES	60
I. Des ressources financières insuffisantes	60
II. Des ressources humaines et matérielles limitées de la Commune.....	64
III. Absence d’aide de l’Etat et de partenariats privés	65

IV. Une économie bloquée	65
1. L'enclavement.....	65
2. Le traditionalisme	67
3. La difficulté d'accès aux crédits et aux financements agricoles.	67
CONCLUSION	68
BIBLIOGRAPHIE	70
ANNEXES	73
TABLE DES MATIERES.....	91